

el-oumami

الأممي - l'internationaliste

organe du parti communiste international



PRIX EN FRANCE: 3F- ALGERIE: 2DA- MAROC: 2DH- TUNISIE: 200Mils

AVRIL-MAI 1981 - N° 15

après la grève générale de Kabylie **POUR L'ORGANISATION AUTONOME DES MASSES !**

POUR LE PARTI DE CLASSE REVOLUTIONNAIRE !



S O M M A I R E

EN LANGUE FRANCAISE

- IMMIGRATION :** Sur l'orientation de l'ancien comité de résidents de Saint Denis.
- MAGHREB :**
- luttes sociales en Algérie.
 - sur la grève générale de Kabylie.
 - l'AG du 8 mars.
 - l'AG du collectif culturel.
 - à Bouira les manifestants libèrent leurs camarades par la force.
 - pour une véritable solidarité avec les victimes de la répression bourgeoise !
 - la situation de la femme.
 - égalité des droits pour la femme.
 - Maroc : vive la lutte des masses marocaines !
 - Tunisie : les investissements français n'arrêteront pas la lutte de classe !
- THEORIE :** lutte de classe , parti révolutionnaire et action militaire.
- INTERNATIONAL :**
- Pologne : les prolétaires polonais en première ligne.
 - Espagne : sur la tentative de coup d'état.
- POLITIQUE :** les fedayins iraniens à l'épreuve des faits.

EN LANGUE ARABE

- vive la lutte des masses marocaines !
- les prolétaires polonais en première ligne.
- sur les Frères Musulmans.
- Le "multipartisme" en Tunisie.

**16 ANS APRES LE SOULEVEMENT
DU 23 MARS 1965**

**Vive la lutte
des masses
marocaines**

**Contre toutes
les discriminations,
Egalité totale
des droits
pour les femmes !**

POUR L'ORGANISATION AUTONOME DES MASSES !

Un an après les manifestations du printemps dernier contre la répression bourgeoise, pour la reconnaissance des langages populaires, pour les libertés politiques et syndicales, pour la libération des détenus, le mouvement des masses vient de reprendre en Algérie : grève générale en Kabylie et à Bouira contre la farce du "dossier culturel" made in FLN, grève de solidarité des étudiants d'Alger, multiplication des grèves ouvrières, manifestations de colère dans certaines régions (Béjaïa, El-Asnam).

"L'opération "coup de poing" menée par le pouvoir n'a été qu'un lamentable échec à son actif, vu que le mouvement de masse s'est embrasé de plus belle et s'est généralisé". Voilà ce que nous pouvons lire dans le tract d'appel à la grève générale du 15 mars 1981. La bourgeoisie a beau réprimer féroce, elle n'a pas réussi, elle ne réussira pas à intimider le mouvement de masse. Celui-ci en est conscient aujourd'hui en Kabylie. Quel magnifique exemple pour les masses exploitées et opprimées des autres régions !

La bourgeoisie algérienne avait libéré les 24 camarades qui étaient détenus à Berrouaghaia et les 21 de Oued-Amizour. Le mouvement de masse lui répond à travers le tract d'appel à la grève générale rédigé en AG : *"Ce ne sont là que des manoeuvres pour lui permettre de sauver la face et "refroidir" le mouvement de masse... Protestons où que nous soyons pour montrer à nos oppresseurs que nous n'avons pas oublié, que nos positions n'ont pas changé et que nous sommes déterminés à continuer la lutte jusqu'à la pleine satisfaction de nos revendications"*

La grève générale du 15 mars et, plus généralement, la reprise du mouvement de masse montrent clairement que la démagogie des bourgeois ne paie plus. La détermination, l'ampleur du mouvement augurent bien d'un tournant dans la lutte de classes en Algérie. Plus rien ne sera comme avant. La bourgeoisie le sait. Elle a été cette fois-ci plus prudente que durant les manifestations du printemps dernier, de peur que sa violence ne contribue à la radicalisation et à l'extension du mouvement social. Elle fait des efforts pour restructurer le FLN, sa milice politique, dans le but de contrôler le mouvement social. Elle encourage les bandes de "frères musulmans" et de "Baathistes" à sévir pour intimider le mouvement de masse. Cependant, tous ces aspects sont d'un point de vue un indice de nature à encourager les militants combattifs, car ils montrent que la bourgeoisie a peur du développement et surtout de l'organisation du mouvement de masse.

En effet, la leçon la plus importante que la grève générale de Kabylie nous permet de tirer est celle-là même que nous n'avons jamais cessé de développer dans notre presse : l'importance considérable du travail qui consiste à jeter les bases de réseaux organisatifs indépendants des structures parachutées par l'Etat bourgeois dans le but d'embrigader les masses et ce, bien avant que les conditions objectives ne soient vraiment mûres pour le déclenchement d'un vaste mouvement de masse, c'est-à-dire bien avant les explosions de colère qui, en l'absence de préparation et d'organisation au moins embryonnaires, ne déboucheront pas sur grand chose. Malgré leur caractère embryonnaire et les multiples carences qu'ils n'ont pu encore dépasser, malgré les conditions draconiennes imposées par la bourgeoisie, ce sont

ces petits réseaux (comités de lycées, d'instituts, de quartier) qui ont su, en se coordonnant, impulser et organiser le travail de préparation de la grève générale (sensibilisation et information, organisation matérielle, équipes d'intervention dans les villages et les entreprises...).

Ce sont les exigences de la lutte et de la défense quotidiennes qui ont permis, il y a quelques années, aux militants combattifs de poser concrètement le besoin de l'organisation en comités autonomes. Ce sont les exigences de l'extension et du renforcement du mouvement de masse qui posent encore aujourd'hui le besoin de la coordination, à commencer entre la Kabylie et Alger, et d'une organisation beaucoup plus forte, capable de déjouer les manoeuvres de l'ennemi et surtout de faire face à toute tentative visant à casser le mouvement par la violence.

Certes, nous comprenons parfaitement que le mouvement doive se protéger contre les multiples provocations qui chercheraient à l'envoyer dans un affrontement violent avec l'Etat bourgeois sans qu'il soit suffisamment préparé et armé, mais il ne demeure pas moins vrai que dès aujourd'hui les militants d'avant-garde doivent combattre toute illusion suivant laquelle si le mouvement de masse se lance dans la lutte de manière pacifique, il évitera à coup sûr la répression bourgeoise. Les manifestations du printemps dernier n'étaient-elles pas pacifiques ? Et comment expliquer alors l'intervention sauvage des CNS ? Le mouvement de masse doit se préparer dès aujourd'hui à affronter la violence bourgeoise, à défendre ses militants qui seront frappés par la répression, à protéger l'embryon d'organisation qu'il s'est donné.

Les revendications mises en avant par le mouvement de Tizi-Ouzou intéressent l'ensemble des masses exploitées et opprimées d'Algérie. Mais il ne suffit pas d'agiter des revendications unifiantes comme par exemple les libertés politiques et syndicales pour que le mouvement se généralise à l'ensemble du territoire. Il faut que les comités existant à Tizi fassent la jonction avec toutes les luttes et tous les noyaux combattifs existant dans d'autres régions. Nous n'ignorons pas les difficultés pratiques que suppose un tel travail de liaison et d'organisation. Mais l'extension et le renforcement du mouvement de masse sont à ce prix !

La faillite des partis de la soi-disant "opposition démocratique" dont l'impuissance à faire un travail minimum d'organisation des masses suffit pour la disqualifier aux yeux des militants combattifs, le souvenir tout frais de l'histoire du FLN qui a empêché les masses insurgées contre le colonialisme de profiter des fruits de l'indépendance ouvrant la voie à la nouvelle bourgeoisie qui ne finit pas d'accumuler ses richesses sur le dos des travailleurs, ce sont là des phénomènes qui n'ont pas manqué d'engendrer au sein du mouvement de masse des courants hostiles à tout parti politique

Pourtant, l'organisation autonome des masses sur des bases de classe à laquelle les communistes véritables n'hésiteront pas à se consacrer de toutes leurs forces, pour indispensible qu'elle soit en vue de riposter à la répression bourgeoise et arracher à l'Etat des capitalistes les revendications des masses, demeurera insuffisante si on se place du

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

FRANCE - EUROPE : PLI OUVERT	18FF
PLI FERMÉ	30FF
MAROC - ALGÉRIE - TUNISIE : ÉQUIVALENT DE	30FF
EN COUPONS-RÉPONSE INTERNATIONAUX.	

Supplément au Prolétaire n° 334
Imprimerie - Minographie

Nos lecteurs peuvent nous écrire pour nous faire part des nouvelles de la vie et des luttes de notre classe dans les entreprises, les quartiers, etc. Ils peuvent également nous écrire pour discuter de nos positions ou pour prendre contact avec nous :

Edition Programme
20 rue Jean Bouton
75012 PARIS

Directeur de publication : Saro.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : LA REVENDICATION DE LA LIGNE QUI VA DE MARX A LENINE, A LA FONDATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET DU PARTI COMMUNISTE D'ITALIE (LIVOURNE, 1921); LA LUTTE DE LA GAUCHE COMMUNISTE CONTRE LA DEGENERESCENCE DE L'INTERNATIONALE, CONTRE LA THEORIE DU "SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS" ET LA CONTRE-REVOLUTION STALINIENNE; LE REFUS DES FRONTS POPULAIRES ET DES BLOCS DE LA RESISTANCE; LA TACHE DIFFICILE DE RESTAURATION DE LA DOCTRINE ET DE L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRES, EN LIAISON AVEC LA CLASSE OUVRIERE, CONTRE LA POLITIQUE PERSONNELLE ET ELECTORALISTE.

POUR LE PARTI DE CLASSE REVOLUTIONNAIRE !

point de vue de la lutte révolutionnaire contre l'Etat bourgeois armé jusqu'aux dents et dont les mailles organisationnelles se rejoignent dans un *centre de décision unique*.

A l'unité de décision de la bourgeoisie par-dessus ses querelles de factions, qu'elle sait d'ailleurs reléguer au second plan au moment de l'affrontement avec les masses, *la classe ouvrière, à la tête de tous les exploités, doit opposer une unité d'orientation, de volonté, de décision et d'action* ! Pour cela, elle a besoin du parti communiste révolutionnaire qui doit regrouper dans ses rangs la partie de la classe la plus résolue et la plus consciente, ainsi que tous les révolutionnaires sincères qui veulent en finir avec la société bourgeoise.

Partout où cela est possible, dans toutes les AG, dans tous les comités, mettons en avant les revendications brûlantes des masses !

- AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES ! PAS DE SALAIRE INFÉRIEUR A 1 600 DA !
- DIMINUTION DU TEMPS DE TRAVAIL ! RETOUR IMMEDIAT A LA SEMAINE DE 40 HEURES !
- UN LOGEMENT DECENT POUR LES TRAVAILLEURS !
- RECONNAISSANCE DES LANGUES POPULAIRES !
- EGALITE TOTALE DES DROITS POUR LES FEMMES !
- LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES EMPRISONNES POLITIQUES ET SYNDICAUX !
- LEVEE DE TOUTES LES CONDAMNATIONS ET DE TOUTES LES POURSUITES !
- LIBERTES DE GREVE, D'EXPRESSION, DE REUNION, D'ORGANISATION ET DE MANIFESTATION !

Mettons en avant les méthodes de l'action directe qui ne doit compter que sur le nombre, l'union et l'organisation autonome des masses !

- Pour arracher nos revendications, UTILISONS L'ARME DE LA GREVE, LA PLUS GENERALE POSSIBLE, sans préavis ni limitation de durée !

- Montrons notre force à nous-mêmes pour donner du courage à tous nos frères de misère et, à l'Etat des bourgeois, pour qu'il cède à nos revendications, MANIFESTONS DANS LA RUE A CHAQUE FOIS QU'IL Y A UNE GREVE IMPORTANTE !

- Aucune confiance dans l'Etat des bourgeois et des démagogues, toujours sur nos gardes pendant la lutte, jour et nuit. ORGANISONS-NOUS POUR METTRE SUR PIED DES GROUPES D'AUTO-DEFENSE !

- La bourgeoisie craint comme la peste l'extension de tout mouvement de masse. Avant même d'engager la lutte et avant même que la bourgeoisie ne réagisse par des contrôles routiers et des coupures de téléphone, METTONS SUR PIED DES EQUIPES POUR CONTACTER DES VILLES ET DES VILLAGES DANS D'AUTRES REGIONS, DES COMITES DANS D'AUTRES INSTITUTS, etc.

Dans la lutte d'aujourd'hui, les communistes internationalistes appellent tous les militants combattifs à renforcer le mouvement de masse, à organiser les structures que celui-ci s'est donné indépendamment de l'Etat bourgeois et de ses valets là où elles existent. A créer des noyaux de lutte qui se chargeront de populariser les luttes, d'appeler à la solidarité active, de concrétiser celle-ci dans la mesure du possible, d'impulser l'organisation autonome des masses là où même le minimum n'existe pas encore !

Mais dans la lutte présente, les communistes internationalistes garderont les yeux fixés sur l'avenir du mouvement et sur les exigences de la lutte révolutionnaire qui devra aboutir au renversement violent de l'ordre bourgeois. C'est pourquoi ils appellent par la même occasion tous les militants qui ne veulent plus se contenter de la lutte de défense contre la répression bourgeoise à renforcer le parti qui se prépare à la lutte finale pour la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat, conditions pour réaliser, en liaison avec la classe ouvrière de tous les pays, le *vrai socialisme*.

Manifeste international du parti

Le besoin se faisait sentir depuis un moment déjà, de rassembler nos indications et nos perspectives dans un texte unique, conçu spécialement pour la propagande. Il nous fallait un texte qui s'attache à faire la démonstration de la validité du marxisme révolutionnaire, des leçons que nous avons tirées de la contre révolution et de notre vision du cours historique allant de la société bourgeoise à la révolution et à la dictature prolétarienne et, de là, au communisme.

Un autre souci que doit avoir l'ensemble du Parti, et auquel nous pouvons aujourd'hui commencer à donner des éléments de réponses pratiques grâce à notre travail dans de nouvelles "aires" comme l'Amérique Latine, l'Aire Arabe ou même la Grèce et la Turquie, est de donner à notre propagande — comme à notre action et à notre organisation — un caractère plus international.

Il faut en particulier tenir compte du fait que le cycle des luttes d'émancipation nationale contre l'impérialisme est désormais clos dans ses grandes lignes, ce qui ne manquera pas à l'avenir de produire les fruits que nous en attendons, à savoir une nouvelle et puissante armée prolétarienne hors du lieu de naissance de la société moderne et du mode de production capitaliste. Cela exige que le parti s'efforce de s'appuyer, dans la présentation de son programme et de ses principes comme de ses méthodes de travail et d'action, sur une expérience sociale non limitée à l'Europe et qu'il s'ouvre le plus possible aux problèmes et aux difficultés rencontrés par le prolétariat des pays "émergents".

SON CONTENU

La première partie du document commence par un Manifeste proprement dit. Il rappelle l'alternative historique ouverte

par la crise de la société bourgeoise : ou guerre impérialiste ou révolution communiste. Il cherche ensuite à démontrer, à partir des événements contemporains, et des faits connus par les prolétaires d'avant-garde et les militants révolutionnaires, la nécessité du communisme de la révolution et de la dictature prolétarienne et donc du parti. Après avoir démontré le besoin du retour au marxisme révolutionnaire, le texte retrace les grandes étapes du mouvement communiste, de la Ligue des communistes jusqu'au parti d'aujourd'hui, afin d'établir, une à une, les bases constitutives du parti de classe, qui ont été chaque fois précisées et rendues plus "fermées" par les grands heurts historiques. La deuxième partie est de caractère programmatique. Après avoir développé et complété les points ajoutés en 1951 au programme de Livourne, qui donnent (suite p. 19)

Sur l'orientation de l'ancien comité de résidents de St Denis (1)

LA LUTTE DES FOYERS DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS A CONSTITUÉ DURANT CES SIX DERNIÈRES ANNÉES EN FRANCE UNE FORMIDABLE BOUFFÉE D'OXYGÈNE ET UN PÔLE DE REGROUPEMENT DE TOUS LES OUVRIERS ET MILITANTS COMBATIFS, NOTRE PARTI A DÉJÀ TIRÉ DANS LE CADRE D'UNE BROCHURE LES ENSEIGNEMENTS DE CETTE LUTTE FORMIDABLE QUE NOUS CONSIDÉRONS COMME UN ÉPISODE DE LA DIFFICILE REPRISE GÉNÉRALE DE LA LUTTE DE CLASSE EN FRANCE EN PARTANT DES PROBLÈMES POSÉS AU COURS DE LA LUTTE ELLE-MÊME MAIS EN SE SERVANT BIEN ÉVIDEMMENT DE L'EXPÉRIENCE HISTORIQUE DU PROLÉTARIAT QUI CONFIRME L'EFFICACITÉ ET LA JUSTESSE DES MÉTHODES AVANÇÉES PAR LES COMMUNISTES RÉVOLUTIONNAIRES SUR LE TERRAIN DE LA LUTTE IMMÉDIATE.

Dans notre brochure de bilan que nous invitons nos lecteurs à lire attentivement, après avoir mis en relief les côtés forts de la lutte qui serviront pour toutes les luttes futures (mise en avant des revendications effectivement ressenties par les travailleurs, union des 24 nationalités, organisation en comités de résidents et en Comité de Coordination indépendants de l'Etat et de l'opportunisme), nous avons été amenés à montrer comment la lutte s'est finalement brisée devant un adversaire beaucoup plus fort et par suite de son isolement dû au sabotage des partis social-impérialistes (PS-PCF) et des appareils syndicaux à leur botte.

Cependant, nous ne nous sommes pas arrêtés là. Nous avons essayé d'aborder les faiblesses internes de la lutte qui nous semblent avoir rendu celle-ci plus vulnérable aux coups de l'adversaire et aux manoeuvres des saboteurs. Ces faiblesses touchaient surtout les questions de la *cohésion*, de l'*organisation* et de la *direction* de la lutte. La grève des loyers et le besoin de lutter contre le flicage des gérants qui sévissaient dans les foyers avaient entraîné des dizaines de milliers de travailleurs à s'organiser et à se battre, non seulement dans la région parisienne, mais aussi dans plusieurs villes de province.

Cependant, la direction de la lutte qui a su s'appuyer sur les besoins réels des travailleurs pour les mobiliser s'est contentée dans la pratique de résoudre les problèmes que posait la lutte *après-coup*. Le Comité de Coordination n'est pas parvenu à se transformer en organe de *direction effective* de la lutte, ce qui suppose une certaine division des tâches, l'établissement d'un minimum d'organisation au sens administratif et logistique (secrétariat, permanence, ronéo, local...) sans parler du travail qui consiste à réfléchir sur les propositions et les manoeuvres de l'adversaire et à prévoir ses éventuelles réactions, etc.

Malheureusement, la lutte des foyers n'a pas eu le temps de résoudre tous ces problèmes, même si elle a eu effectivement la force de les poser, de les affronter et de montrer par là-même leur importance pour les luttes ouvrières à venir. L'incapacité de la lutte des foyers à résoudre ces problèmes ne peut être appréciée objectivement que si on a à l'esprit la situation générale et l'isolement dans lesquels les résidents en grève ont dû

lutter. Mais cela ne doit pas occulter un autre aspect de la question à savoir que la difficulté de la lutte à faire le saut organisationnel, que nécessitait la période où la bourgeoisie avait lancé son offensive dans le but évident d'en finir avec la lutte, provenait *aussi* d'une orientation que nous retrouvons chez une partie de la direction de la lutte même si elle n'est pas à l'état d'une *orientation théorisée, systématique et achevée*.

Il s'agit précisément de l'ancien Comité de résidents de Saint-Denis que nous considérons comme le *noyau le plus combatif* de la lutte des foyers qui a notamment donné à celle-ci une ardeur et une détermination héritées à la fois de la lutte courageuse contre le colonialisme français dans l'immigration et de la résistance ouvrière des années 70 (grèves et manifestations contre l'oppression des travailleurs immigrés, contre les attentats racistes, actions de solidarité avec les masses palestiniennes en lutte, etc).

Dans une situation où les travailleurs sont poussés en avant par les conditions de vie bestiales qui leur sont faites autour des revendications brûlantes qu'ils ressentent effectivement, l'orientation qui consiste à ne concevoir le travail de mobilisation qu'en termes d'*agitation* pour la lutte, d'*entraînement* des travailleurs, et, à la rigueur, de *coordination* et d'*organisation après coup* à partir des problèmes soulevés au jour le jour, peut correspondre à certains besoins de la lutte et la favoriser - et elle l'a beaucoup favorisé effectivement - jusqu'à un certain point. C'est ce qui explique que les aspects négatifs, néfastes de cette orientation n'apparaissent vraiment qu'au moment où la pression de l'adversaire se fait plus terrible et où on assiste au reflux de la lutte et à la démoralisation de la masse des travailleurs.

Certes, nous ne pouvons pas ignorer les difficultés pratiques que suppose un travail réel d'organisation. Mais la difficulté pour les tenants de cette orientation à concevoir un tel travail et à traduire pratiquement les besoins du passage du Comité de Coordination à un organe de *direction effective des forces en lutte* provient *aussi* d'une certaine tradition. En effet, durant la période de lutte anti-coloniale et notamment au cours de la guerre de libération nationale, l'immigration ouvrière a été mobilisée et entraînée

par le FLN dans une lutte dont le centre de gravité se trouvait en Algérie. Le FLN - du fait même de sa nature sociale - n'a donc pas laissé de traditions organisatives au sens ouvrier du terme.

Par ailleurs, l'attitude honteuse des partis social-impérialistes (PS-PCF) et des directions syndicales venues tant vis-à-vis de la question nationale algérienne que de la question de l'oppression particulière des travailleurs immigrés a poussé les avant-gardes ouvrières qui se dégagent dans l'immigration à résoudre de manière incorrecte la question du rapport entre les luttes et l'organisation immédiate d'une part et la lutte et l'organisation politiques d'autre part.

C'est ainsi que les éléments de Saint-Denis ont exprimé au sein du Comité de Coordination des Foyers en luttant des réticences - c'est le moins qu'on puisse dire - sur la nécessité d'une direction effective de la lutte... tant qu'on n'est pas arrivé à une *homogénéité politique* au sein du Comité de Coordination. Cette position pouvait se résumer dans une formule de ce genre : "Nous ne sommes pas un parti révolutionnaire pour pousser à une forme organisationnelle pareille...". Comme si l'organisation immédiate des travailleurs au sens de regroupement de forces sur la base de revendications communes n'avait pas besoin d'une organisation au sens strict du terme avec une direction, des commissions spécialisées dans certaines tâches, etc.

Par ailleurs, il n'était pas rare d'entendre les tenants de cette orientation tenir un discours du genre : "Si on a été trahi par le FLN, c'est parce qu'il y avait des chefs qui ont prétexté des mesures d'organisation et de sécurité pour écarter après les masses de la vie politique...". D'où une tendance démocratique-ouvriériste qui *fait semblant* de privilégier les A.G. et les réunions plénières du Comité de Coordination, mais qui, lorsque ces formes se succèdent de manière non-préparée et désordonnée, n'exclut pas du tout mais impose au contraire *dans la pratique* les méthodes de politique personnelle et de manipulation héritées du FLN.

Le caractère néfaste d'une telle orientation vient de réapparaître récemment de façon plus tragique encore. Après l'expulsion de 104 résidents du foyer Romain-Rolland en novembre 1980, le Comité de résidents de Saint-Denis, qui avait auparavant appelé au "soutien" de toutes les forces démocratiques (PS-PCF compris) qui ont toujours saboté la lutte, a fait une volte-face spectaculaire contre le PCF en appelant à un rassemblement contre la politique raciste de celui-ci - ce qui est très juste - mais sans le moindre travail de préparation et d'organisation réelles.

(suite p. 5)

ORGANISONS NOUS !

Nos camarades publient depuis quelques mois dans l'immigration un bulletin d'agitation de 4 pages en français et en arabe dialectal pour appuyer leur intervention régulière sur le terrain. Le numéro de février contient de courts articles sur la campagne social-impérialiste et anti-ouvrière du PCF contre les travailleurs immigrés, sur les luttes ouvrières en Algérie, sur les mesures discriminatoires à l'égard des femmes en Algérie et sur le besoin de l'organisation des travailleurs immigrés contre TOUTES les forces bourgeoises mais aussi contre les faux "amis". Nous reproduisons ici cet arti-

cle en appelant tous nos lecteurs dans l'immigration à nous écrire pour diffuser ce bulletin autour d'eux.

Il était facile, il y a quelques années, aux bonzes de l'Amicale ou ceux d'officines un peu moins officielles (la MTI par exemple) de bercer les travailleurs avec la chanson du retour. Ces derniers avaient encore des raisons d'y croire... En ce qui nous concerne, le caractère mensonger de la politique de réinsertion a été toujours évident, ce que nous n'avons jamais omis de rappeler aux travailleurs.

(suite de la p. 4)

Le bilan du rassemblement du 7 février aurait pu permettre de dégager des perspectives de travail qui partent des besoins réels, effectivement ressentis et exprimés par les travailleurs expulsés, et des revendications qui tiennent compte de la situation actuelle, notamment de la démoralisation dans les foyers, de la faiblesse des groupes de travailleurs disposés à lutter pour concrétiser la solidarité ouvrière et l'absence de liaison entre les différents foyers qui recommencent à bouger, entre les foyers et les cités ouvrières, etc.

En effet, le rassemblement du 7 février n'a même pas pu mobiliser la masse des résidents expulsés. Certes, la riposte sur un terrain général aux attaques racistes et anti-ouvrières du PCF est un besoin ressenti confusément par beaucoup de travailleurs immigrés, comme le montre bien le recul de la CGT aux élections professionnelles à l'usine Chausson à Gennevilliers. Mais suffit-il de dénoncer le PCF en général pour pouvoir mobiliser les travailleurs ? Le bilan du rassemblement du 7 février ne nous permet évidemment pas de répondre par l'affirmative.

Or, malgré l'insistance de nos camarades présents sur le terrain à Saint-Denis, qui ont rappelé à juste titre que la propagande générale même autour de revendications justes ne peut suffire pour mobiliser les travailleurs, les dirigeants du Comité de résidents de Saint-Denis ont continué leur lancée, comme si l'échec du rassemblement ne servait à rien. Ils ont ainsi décidé d'appeler au meeting du 28 février à la Mutualité, en tournant le dos aux besoins concrets effectivement ressentis par les travailleurs jetés à la rue, ce qui cachait mal la tendance aux actions spectaculaires, non réfléchies et nécessairement sans lendemain. Il n'était malheureusement pas difficile de prévoir que le meeting du 28 serait un échec encore plus démoralisant que le rassemblement du 7 février, ce qui n'enlève rien au besoin tout à fait urgent de faire appel à l'union de la classe ouvrière contre la division social-impérialiste.

Il est donc plus que naturel que les initiatives prises par les anciens dirigeants du Comité de résidents de Saint-Denis suscitent la méfiance et

la suspicion. En effet, dans la situation actuelle, agiter des revendications générales justes suffit-il pour entraîner à la lutte les travailleurs ? Evidemment non. Il faut au préalable répondre à deux exigences. Il faut d'abord que ces revendications soient effectivement ressenties par la masse des travailleurs; il ne suffit pas d'autre part de lancer des dizaines de milliers de tracts, même s'ils contiennent des revendications effectivement ressenties par les travailleurs, il faut encore la disponibilité à la lutte de groupes de travailleurs, prêts à se battre pour ces revendications. Il faut que le mécontentement sur une question sociale donnée (salaires, logement, etc) puisse vraiment se transformer en volonté d'organisation et d'action, ce qui suppose qu'un réseau de liaison et de regroupement ait commencé à s'établir concrètement sur la base des revendications communes.

Incapables d'affronter sérieusement ces questions et à plus forte raison de les résoudre, ce qui suppose le dépassement de la conception qui se contente d'actions spectaculaires et de la simple agitation, les anciens dirigeants du Comité de Résidents de Saint-Denis sont amenés soit à faire appel aux "forces démocratiques" qui vont trahir la lutte, comme ils l'ont fait avant leur volte-face contre le PCF sous prétexte qu'en situation de faiblesse on doit appeler au soutien de tout le monde, soit à continuer sur la voie des initiatives qui ne tiennent pas compte de la situation réelle et des exigences concrètes de la lutte des travailleurs expulsés. Dans les deux cas, leur orientation ne favorise pas - au contraire - la construction patiente du rapport de forces dont les travailleurs ont besoin pour résister aux attaques du capitalisme sur le terrain du logement comme sur les autres terrains.

Dans notre prochain numéro, nous aborderons un autre aspect de l'orientation des camarades de Saint-Denis qui ne nous semble pas aller dans le sens de l'organisation des travailleurs sur des bases de classe par-dessus toutes les barrières à savoir leur "manoeuvrisme systématique" et leur étroitesse nationaliste, en faisant référence notamment à leur attitude dans le Comité de Défense des Droits des Travailleurs Algériens

Les travailleurs qui reviennent de vacances des pays d'origine se rendent bien compte, eux qui ont souvent bien plus qu'une simple famille à nourrir, à quel point les possibilités sont là-bas limitées sinon nulles (le logement par exemple). Ils savent surtout, quand bien même ils seraient obligés de retourner, qu'ils seraient de toute façon obligés de lutter là-bas aussi comme le font déjà leurs frères de classe.

Certes, il est vrai que beaucoup de travailleurs immigrés et notamment ceux vivent ici sans leur famille aspirent au retour. Mais le faire aujourd'hui en abandonnant ici tous ses droits (les cotisations) et ce après de longues années d'efforts et de souffrances, serait rendre un grand service à la bourgeoisie. D'ailleurs, les bourgeois veulent s'appuyer sur ce sentiment légitime pour nous faire partir aux moindres frais.

Les travailleurs immigrés ne doivent aucun scrupule à exiger de la bourgeoisie les droits auxquels ils aspirent. Ils ne font ainsi qu'exiger une part des richesses qu'ils ont toujours contribué à produire, souvent dans les conditions les plus dégueulasses et avec les plus bas salaires.

C'est pourquoi ils doivent considérer comme parfaitement légitime d'obtenir un logement ou des soins pour leurs enfants et comme tout à fait juste de se battre pour obtenir ces droits. En se pliant à leurs exigences, la bourgeoisie ne leur aurait fait aucune faveur.

Comme toutes les générations de travailleurs immigrés qui se sont succédées en France, nous ne cesserons de réclamer nos droits et surtout dans les moments les plus durs où certains d'entre nous peuvent être pris de découragement et vouloir renoncer sans avoir au moins résisté.

L'Amicale qui est bien renseignée sur le malaise que vivent les travailleurs cherche à l'exploiter pour renforcer ses rangs. Certains de ses cadres proposent même publiquement de nous mobiliser contre certaines mesures que le gouvernement algérien est sur le point de prendre contre les travailleurs immigrés (obligation d'envoyer 5000 FF par an). Mais nous savons bien pour les avoir vus saboter nos luttes et pactiser sur notre dos avec nos pires ennemis - le PCF ou les patrons - que ce n'est que du bluff !

Nous devons faire confiance en notre seule force. Comme dans la lutte des nettoyeurs du métro et de l'aéroport de Roissy, comme dans celle des mineurs marocains, comptons davantage sur

(suite p. 7)

CONTRE TOUTES LES EGALITE TOTALE DES

Malgré sa base indéniablement populaire, le radicalisme du FLN n'a jamais vraiment dépassé l'horizon national-anti-impérialiste. Le poids de la petite et moyenne bourgeoisie rurale particulièrement rétrogrades au sein de la hiérarchie de l'ALN et son alliance avec la grosse propriété foncière et les couches de la bourgeoisie traditionnelle qui se ressentent fortement de l'influence de l'Islam ont été autant de facteurs historiques qui ne pouvaient pas ne pas limiter, au lendemain de l'indépendance, l'horizon social de la révolution algérienne. Tout le monde connaît la suite : "les femmes doivent rejoindre leur foyer et laisser la place aux hommes".

La bourgeoisie algérienne ne manque pas d'idéologues à sa solde pour prétendre que la situation de faillite économique dans laquelle se trouvait l'Algérie en 1962 ainsi que le "sous-développement" auquel se trouve confrontée l'économie algérienne empêchent les femmes de participer à la vie économique et sociale du pays et que donc, plus les masses se mobiliseront pour la fameuse "bataille de la production", plus les femmes auront des chances de s'émanciper de la situation qui leur est aujourd'hui faite.

Les apparences "matérialistes" de cette conception font que les staliniens du PAGES la reprennent à leur compte en soutenant que l'émancipation des femmes doit être liée à la réalisation des tâches d'"édification nationale". Bref, c'est le même discours tenu aux ouvriers, aux chômeurs et aux paysans : "Faites des sacrifices aujourd'hui en attendant que le pays se développe, vous serez bien après !". En attendant, les capitalistes, les parasites accumulent la richesse sur la richesse et consolident leur Etat, leur armée et leur police pour se préparer à réprimer dans le sang toute révolte sociale.

La réalité est toute autre que ce que prétendent les bourgeois. Certes, la véritable émancipation, l'émancipation complète de la femme signifie l'abolition de l'esclavage domestique grâce à la substitution de la grande économie collective à l'économie domestique individuelle, ce qui suppose un certain degré de développement des forces productives et l'introduction à vaste échelle de la grande industrie.

Il est certain aussi que c'est le développement du capitalisme qui pousse à la socialisa-

LA MOBILISATION QUI A EU LIEU CES DERNIERS MOIS A ALGER CONTRE L'INTERDICTION AUX FEMMES DE SORTIR LIBREMENT DU TERRITOIRE A PERMIS DE LEVER LE VOILE SUR L'OPPRESSION PARTICULIERE QUI PESE TERRIBLEMENT SUR LES FEMMES EN ALGERIE. NOUS AVONS DEJA CONSACRE UN ARTICLE SUR CERTAINS ASPECTS DE CETTE OPPRESSION, DANS LA REALITE, LE STATUT D'INFÉRIORITÉ IMPOSÉ À LA FEMME SE RETROUVE DANS TOUS LES DOMAINES DE LA VIE ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET POLITIQUE.

tion de la production, à la destruction des anciens rapports arcaïques et qui, en projetant les femmes dans le procès de production, sapé les bases mêmes de la famille. Mais dans la réalité ce processus n'est pas simple ni linéaire. Il s'agit d'un processus complexe et contradictoire où un grand nombre de femmes, selon les situations économiques, sont tantôt projetées dans le procès de travail, tantôt rejetées et refoulées au foyer.

Si on prend le phénomène à l'échelle internationale, on voit que le développement inégal du capitalisme (qui pour des raisons de profit tend à se développer dans certains secteurs, régions et pays au détriment des autres) aggravé à l'époque de l'impérialisme par la tendance à la concentration économique rend illusoire l'entrée effective des femmes dans le processus de production dans les pays "sous-développés" économiquement où le phénomène de "marginalisation" atteint des proportions extraordinaires comme l'atteste l'exemple de l'Algérie. Dans ces conditions, l'entrée des femmes dans l'industrie publique, chose que le capitalisme a pu réaliser plus ou moins dans les pays industrialisés, suppose la destruction de l'anarchie économique du mode de production capitaliste et donc la transformation communiste de la société. Seuls des réformistes aussi méprisables que les staliniens du PAGES peuvent ramener la question de l'émancipation des femmes... à la "bataille d'édification de l'économie nationale".

L'oppression particulière des femmes plonge ses racines dans la situation d'infériorité économique de la femme mais seuls des "économistes" vulgaires peuvent réduire l'oppression des femmes au seul phénomène de son infériorité économique. La preuve, c'est que cette oppression touche même des couches sociales de la petite-bourgeoisie qui ne souffrent pas de l'exploitation économique. De la même façon, nous ne pouvons pas réduire l'oppression que subit l'ouvrière ou la paysanne pauvre à l'exploitation qu'elles subissent quotidiennement en commun avec leurs

frères de classe (voire la note à ce sujet dans ce numéro).

L'oppression particulière des femmes renvoie en Algérie à un rapport de classes qui assure la domination de couches sociales dont le conservatisme économique les pousse à redouter le bouleversement des traditions rétrogrades, l'entrée des larges masses féminines dans la vie publique et à se nourrir des divisions que cette oppression crée entre les hommes et les femmes d'une même classe, car si on ne réduit pas le concept de classe au sens platement sociologique, l'écrasante majorité des femmes algériennes, même si elles n'ont aucune activité publique, appartiennent aux classes rurales et urbaines exploitées : prolétaires des villes, ouvriers agricoles, paysans sans terre, petits paysans, chômeurs et semi-prolétaires entassés dans les bidonvilles.

N'en déplaise à ceux qui se servent de l'arriération économique de l'Algérie pour justifier le maintien des femmes dans les foyers, c'est-à-dire dans l'esclavage et l'abrutissement domestique, de l'indépendance jusqu'à nos jours les problèmes qui pouvaient et qui peuvent toujours mobiliser les larges masses féminines, les faire sortir des foyers et les faire participer à la vie publique ne manquent pas et la résolution de tous ces problèmes n'a même pas besoin de fabuleux investissements que la bourgeoisie s'est toujours vantée d'avoir engagé.

L'exode rural, tant pour des raisons économiques que militaires (pour couper l'ALN de sa base sociale, l'armée coloniale a fait descendre par la force des centaines de milliers de paysans qu'elle a entassés dans des camps de concentration autour de des villes), a engendré une "bidonvillisation" incroyable : des masses misérables sont entassés dans des bidonvilles constitués à la hâte sans eau, sans électricité et sans les conditions sanitaires les plus élémentaires.

Même avec des moyens financiers très restreints, une mobilisation sociale pour construire

DISCRIMINATIONS, DROITS POUR LES FEMMES !

LA PARTICIPATION DES FEMMES ALGÉRIENNES À LA GUERRE DE LIBÉRATION NATIONALE NE LEUR A PAS PERMIS POUR AUTANT DE S'ÉMANCIPER, AU LENDEMAIN DE L'INDÉPENDANCE, DES CHAÎNES DE L'OPPRESSION TRADITIONNELLE ET SÉCULAIRE QUI LES FRAPPENT PARTICULIÈREMENT, NI MÊME D'ALLÉGER LE FARDEAU DE CELLE-CI. DE CE POINT DE VUE, PLUS QUE POUR TOUTE AUTRE COUCHE SOCIALE, LA RÉVOLUTION NATIONALE ALGÉRIENNE FÛT POUR LES FEMMES UNE RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE INACHEVÉE.

collectivement des logements en masse, pour ramener l'eau et pour construire des installations sanitaires collectives n'aurait-elle pas permis aux femmes, qui viennent de sortir de la guerre de libération nationale à laquelle elles avaient courageusement participé, de lutter côte à côte avec leurs frères de classe contre les multiples aspects de la misère sociale ?

La bourgeoisie avait peur du mouvement des masses. Elle a tout fait pour envoyer les familles prolétariées dans leurs campagnes où, le plus souvent, le colonialisme avait tout brûlé (maisons, cultures, bétail). La bourgeoisie a tout fait pour interdire les constructions massives sous prétexte d'éviter le "bidonvillisation" (c'est comme si pour se débarrasser du choléra, on s'amuse à tuer tous ceux qui sont atteints par l'épidémie !).

Nous pouvons continuer à énumérer les problèmes qui auraient été autant d'objets de mobilisation et de participation des femmes à la vie publique : alpha bétisation dans les quartiers populaires, construction massive d'écoles, de dispensaires, de garderies d'enfants qui pouvaient être pris en charge à tour de rôle par des femmes du quartier, etc.

Le problème c'est qu'au lendemain de l'indépendance la devise de l'alliance des classes possédantes au pouvoir a été grossièrement celle-là : "Que les anciens moudjahidines rendent leurs armes, les paysans rejoignent leurs champs, les ouvriers leurs usines, les femmes au foyer et que tout le monde se la ferme !". L'oppression particulière des femmes constitue sans doute l'un des aspects les plus odieux de l'oppression sociale que l'indépendance politique n'a jamais abolie, même si la bourgeoisie se sert à cette fin des traditions réactionnaires puisées dans l'Islam et dans une histoire séculaire faite d'oppression, de privations et de domination.

Cependant, au fur et à mesure que se développe la société bourgeoise et donc au fur et à mesu-

re que s'accroissent les multiples aspects de l'exploitation et de la domination bourgeoises, l'oppression particulière des femmes et les discriminations traditionnelles deviennent insupportables. Dans ces conditions, le mouvement des femmes en lutte contre l'oppression ne fera que se développer d'autant plus que la bourgeoisie algérienne a montré plus d'une fois qu'elle demeure indifférente aux problèmes des masses tant que celles-ci n'ont pas montré à leur tour leur détermination à se battre jusqu'au bout.

Le prolétariat, dont les intérêts immédiats et historiques s'opposent radicalement aux mécanismes de la société bourgeoise, doit avoir la plus grande sympathie pour tout mouvement social qui se dresse contre l'oppression et les discriminations. La bourgeoisie se nourrit de toutes sortes de divisions pour régner. Le prolétariat ne peut unir sous sa direction les rangs des masses exploitées et opprimées s'il ne montre pas sa complète hostilité à toutes sortes de discriminations, particulièrement celles qui frappent les femmes, et sa détermination à lutter fermement contre l'oppression particulière des femmes et pour leur égalité totale en droits.

De ce point de vue, s'il est exact de dire que l'émancipation totale de la femme est impossible sans le communisme, il n'est pas moins juste de dire que l'apport des femmes travailleuses et opprimées (même au foyer) est indispensable à la victoire de la révolution prolétarienne. Comment pouvons-nous imaginer le triomphe d'une révolution qui a pour but de bouleverser radicalement tout l'ordre social existant sans la participation de la moitié de la population exploitée et opprimée ?

Certes, la femme travailleuse constitue l'élément le plus combatif et le plus radical dans le mouvement des femmes en lutte contre l'oppression pour la raison simple qu'elle subit une double exploitation et oppression : d'abord en tant que travailleuse à l'usine, au bureau ou au champ, ensuite, en tant que femme au foyer, dans la rue, etc.

De ce fait, la femme travailleuse est appelée à aller plus loin que toutes les autres composantes du mouvement des femmes. L'égalité des droits ne peut suffire pour la femme travailleuse. Son exploitation au travail ne sera abolie qu'avec l'abolition du système capitaliste et son esclavage domestique ne sera à son tour aboli que le jour où l'économie domestique sera fondue dans l'économie sociale, ce qui suppose également la destruction du système capitaliste et l'instauration du communisme.

C'est pourquoi les communistes internationalistes appellent les femmes travailleuses, ainsi que les camarades qui veulent se mettre au service de la révolution à avancer les revendications du mouvement des femmes qui se résument dans l'ÉGALITÉ TOTALE DES DROITS dans la perspective de l'union des masses ouvrières et exploitées et de la préparation de la lutte révolutionnaire contre l'Etat bourgeois en dehors des illusions réformistes et légalistes et contre la tentative du courant féministe petit-bourgeois d'estomper l'antagonisme de classes qui existe entre la bourgeoisie d'une part et les masses travailleuses d'autre part sous prétexte que toutes les femmes ont aujourd'hui des revendications communes.

(suite de la p. 5)

notre nombre et sur la solidarité de classe. Toutes ces luttes ont démontré qu'à chaque fois qu'il y avait une réelle volonté de se battre aucun obstacle ne résistait longtemps, ni notre division en nationalités, ni notre éparpillement entre plusieurs entreprises, ni même la détermination de nos nombreux adversaires.

Aujourd'hui, avec la crise, les bourgeois veulent partout nous faire travailler plus en nous payant moins. Que ce soit pour le salaire ou pour le logement ou pour la question de l'auto-défense par rapport aux multiples agressions, les occasions de lutter ne manquent pas. Ce sont autant d'occasions de s'organiser car sans organisation nos luttes seront vouées nécessairement à l'échec. Les prolétaires qui ressentent le besoin de lutter doivent prendre des liens partout où ils se trouvent et rassembler les forces pour lutter CONTRE les forces bourgeoises et EN DEHORS d'elles.

L'oppression des femmes dans le « socialisme arabo-islamique »

Les discriminations qui touchent les femmes en Algérie se retrouvent dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale. Moins de 100.000 femmes ont la chance de travailler. Sur une population active féminine de plus de 3 millions, cela équivaut à 3%. D'autres sources donnent un chiffre inférieur encore. Dans tous les cas, la marginalisation de la femme algérienne atteint un des taux les plus forts dans le monde. Dans la pratique, la bourgeoisie utilise donc l'arsenal des traditions islamiques pour choisir que le chômeur prioritaire soit toujours une femme. L'article 32 de l'avant-projet du code de la famille interdit carrément à la femme de travailler sans l'autorisation du mari. Les femmes qui travaillent sont pour la plupart obligées de se diriger vers les travaux subalternes, généralement sous-payés et sous-qualifiés (filles de sale dans les hôpitaux, femmes de ménage, O.S., dactylos...). Elles n'ont bien sûr aucune "sécurité de l'emploi" et seront les premières licenciées en cas de fermeture. Comme nous le verrons plus loin, elles subissent une double exploitation, non seulement du fait des discriminations d'emploi et de salaires, mais aussi du fait que la charge des tâches domestiques, après le travail, pèse entièrement sur elles. Il faut compter aussi avec l'oppression sociale étouffante liée au rôle traditionnel de femmes au foyer qui leur est toujours réservé et qui ne manque pas de se faire sentir à tous les niveaux.

La grande majorité des femmes sont donc des femmes au foyer. Mais la bourgeoisie ne veut pas reconnaître que le chômage qui règne en Algérie touche aussi bien les femmes que les hommes, (45% plus de un million, de chômeurs et 97,5% de chômeuses, sur une population active de six millions de personnes de 19 à 65 ans) Et ce n'est qu'une manoeuvre de la part de l'Etat, (qui ne compte même pas les femmes "au foyer" comme "actives" dans ses statistiques officielles) que de ne pas considérer ces femmes comme chômeuses. Car elles qui voient sans cesse les prix monter, les queues s'allonger, leurs enfants rejetés de l'école, elles ont besoin de travailler et de participer aux luttes revendicatives du prolétariat et des masses exploitées.

La crise du logement ne manque pas non plus de se répercuter particulièrement sur la situation des femmes. Le logement a été délaissé par la bourgeoisie et qui investit au gré de ses appétits et des profits qu'elle en

retire. "Il faudrait construire 100 000 logements par an au minimum à partir de 1980 et 200 000 à partir de 1990". C'est dire que l'extension des bidonvilles et des cités ouvrières autour des villes n'est pas un hasard et que tous les problèmes qui en découlent (recherche de l'eau, transport, approvisionnement...) seront pris en charge surtout par les femmes, ce qui n'est pas pour alléger leur situation. Lorsqu'on sait la difficulté qu'il y a à trouver un logement, on connaît le problème de nombreux couples obligés de vivre chez la famille (du mari en général) et ainsi se perpétue le contrôle des beaux-parents sur la femme et la lourdeur des tâches domestiques. Quand on sait que "6.892 urbains vivent en moyenne à 7,20 personnes par pièce," on imagine la fatigue et l'usure de la femme qui s'occupe des enfants dans un espace aussi réduit, les difficultés que cela entraîne pour le travail scolaire de ceux-ci....

Les discriminations qui frappent le sexe féminin apparaissent aussi sur le plan de la scolarisation. Les filles vont moins nombreuses à l'école et sont retirées plus tôt que les garçons. "de 1969/70 à 1972/73, la scolarisation des garçons a proportionnellement augmenté plus vite que celle des filles dans l'enseignement primaire et secondaire"; d'autre part, "la différence de scolarisation tend à s'élargir au fur et à mesure qu'on monte dans la pyramide des âges". Il faut noter qu'en 1976-1977, 34,2% des 612.229 enseignants moyens sont des filles, ainsi que 23,3% des étudiants de l'enseignement supérieur en 1977-1978.

La fille subit de fait une double discrimination : - d'une part du fait de l'oppression sociale qui pèse sur les femmes et qui se répercute au niveau de la famille celle-ci préférant axer tous ses efforts vers le garçon considéré plus "apte" aux études et considérant qu'à partir de 16 ans la fille doit contracter un mariage qui pourra alléger la famille (et aussi du fait des discriminations de l'emploi, le mariage représentant une "sécurité" pour elle.) - du fait de la sélection accrue au niveau de l'enseignement secondaire liée au chômage et à l'étroitesse du marché et à l'insuffisance des structures de formation, facteurs qui pèsent plus particulièrement sur les filles.

Comme nous le montrions dans le n°11 d'El-Oumami, les femmes sont considérées comme d'éternelles mineures. Et qu'on ne s'y trompe pas, l'Etat bourgeois a pour rôle d'entretenir les traditions réactionnaires derrière une

façade "progressiste". Si la loi de 1963 fixe l'âge minimum du mariage à 18 ans pour le garçon et 16 ans pour les filles, si le mariage forcé et le mariage précocé sont interdits... le consentement personnel de l'épouse n'est toujours par acquis et la dot constitue encore la part d'une transaction hypocrite des familles. Les parents ont donc toujours une place prépondérante dans le choix du conjoint et la surveillance du père et des frères s'exerce au niveau des relations (sorties, activités des filles) jusqu'à ce que le mari prenne le relais. Et si l'on remarque une légère tendance à la famille nucléaire, c'est l'Etat qui prend le relais avec des couples qui contrôlent les couples de jeunes... Dans la vie quotidienne, les femmes sont victimes de multiples discriminations administratives (divorce...).

L'U.N.F.A. (Union Nationale des Femmes Algériennes) est présentée démagogiquement comme ayant été créée dans le but de "l'émancipation des femmes par l'association à la vie publique dans le travail, dans la famille et dans la vie publique" (statuts). C'est en fait le type même de l'"organisation de masses" (elle ne regroupe que 160 000 adhérentes) qui ne répond nullement aux besoins des femmes. Elle se préoccupe surtout des travailleuses, qu'il faut "faire participer à la réalisation des objectifs de la révolution socialiste" (Art 1). C'est à dire qu'il n'est pas question de remettre en cause les discriminations de salaire, la situation des femmes sous-payées, sous-qualifiées, employées dans des ateliers clandestins sans aucune sécurité, l'oppression sociale touchant celles qui travaillent, puisqu'il faut répondre aux objectifs de la "révolution socialiste" : se serrer la ceinture et se taire. De même pour les problèmes d'avortement et de contraception, l'installation de quelques plantings familiaux dans les centres urbains ne s'est accompagnée d'aucune information ni sensibilisation, puisque la bourgeoisie est tiraillée entre des difficultés d'ordre démographique auxquelles elle ne peut vraiment s'attaquer sans s'attaquer à leurs causes : misère, analphabétisme, ... et la peur du bouleversement social des traditions réactionnaires que suppose la prise en charge par les femmes des problèmes d'avortement et de contraception.

L'U.N.F.A. sert donc d'alibi à la bourgeoisie et de courroie de transmission des objectifs du F.L.N. : "L'U.N.F.A. doit expliquer les directives et résolutions du parti, défendre la révolution socialiste et participer à toutes ses réalisations". Pas un mot sur toutes les discriminations dont sont victimes les femmes dans tous les domaines de la vie publique.

(suite p. 9)

L'assemblée générale du 8 mars

Correspondance - Alger mars 1981

Le 8 mars a eu lieu une assemblée générale à l'Université d'Alger à l'initiative du Collectif des femmes algériennes. Le matin, l'Université leur a refusé une salle pour une représentation théâtrale. Cette A.G. s'est faite indépendamment de l'U.N.F.A. Une pétition, réclamant un démenti officiel du refus de laisser sortir du territoire national les femmes non accompagnées d'un tuteur, fut signée par plus de 1.500 personnes.

Ce problème fut d'ailleurs le premier point à être débattu par l'assemblée. Il s'agissait de décider quand, comment et à qui porter cette pétition. Après avoir discuté sur le destinataire, (A.P.N, présidence, Ministère de l'Intérieur...), la question plus importante du "comment" se posait.

Trois propositions furent faites.

- La faire porter par une délégation ;
- La porter massivement ;
- La faire déposer à l' A.P.N sous forme de plainte (!).

A une grande majorité, l'A.G. décida de la porter massivement, donc sous forme de manifestation publique. En toute logique, il fallait lever l'A.G., et partir déposer la pétition en masse, si non il se serait fait tard s'il fallait attendre la fin de l'AG.

Les Pagsistes de service qui étaient là (U.N.J.A. ...) sortirent leurs griffes et s'opposèrent de toutes leurs forces à

(suite de la p. 8)

Au contraire, L'U.N.F.A. a pour rôle de justifier ces discriminations dans la logique du discours du Coordinateur du FLN au congrès de l'U.N.F.A. en 1978 "certaines s'expriment à travers la revendication de la liberté, de l'égalité des salaires et dans le travail, ainsi que dans la discussion en commun des problèmes tels que le divorce, le mariage ou la participation à l'action politique. Ce genre de préoccupations qui prévalent dans le monde capitaliste découle en réalité d'attitudes bourgeoises

cette décision moyennant attaques personnelles contre les membres du bureau du Collectif : arguments malhonnêtes, chantage de ne pas respecter le vote de l'AG etc. ... La discussion fut interrompue par l'arrivée de représentants de la Direction Générale de la Sûreté Nationale, (D.G.S.N.), qui voulaient parler à l'A.G.... après le refus d'une partie de la salle, on leur a quand même donné la parole (démocratie oblige !!). Ils affirmèrent que toute cette histoire de refus de sortie aux femmes n'est que rumeur, ils demandent à l'A.G. d'élire une délégation qu'ils accompagneraient sur le champ chez un haut responsable de la DGSN, qui le leur confirmerait. L'A.G. refusa et exigea leur sortie.

La discussion sur "manifestation ou pas" repris, le temps s'écoula, la salle commença à se vider... la manœuvre classique a réussi... un vote est redemandé, cette fois-ci la majorité est contre la manifestation tout de suite, mais le principe de la remettre à un autre jour est maintenu.

Les gars de la D.G.S.N. reviennent pour redemander si la délégation qu'ils ont demandée a été constituée. On leur répond : non et on leur demande de sortir. C'est bizarre comme leur manœuvre d'intimidation et de diversion on se rejoint avec celle des Pagsistes !

Finalement, il semblerait que la décision d'envoyer la pétition par délégation est prise, et qu'une A.G. est prévue pour le jeudi 12 mars pour voir le résultat et décider.

dénuées de toutes dimensions sociales et procèdent de l'individualisme et de l'égoïsme".

L'U.N.F.A. agit aussi pour "sauvegarder les fondements arabo-islamiques de notre personnalité", conformément à la politique réactionnaire de l'Etat bourgeois, elle contribue à confiner les femmes dans leur rôle traditionnel de reproductrices et de ménagères. Le tout évidemment au nom de la tradition islamique qui stipule : "Les hommes ont autorité sur les femmes du fait qu'Allah a préféré certains d'entre

A noter la position courageuse des membres du bureau du Collectif ;

- La détermination d'une bonne partie de la salle à sortir dans la rue ;

- des interventions intéressantes sur les méthodes de lutte (action directe, action de masse).

Dans cette A.G., il a été cité le cas de femmes habitant les bidonvilles de Bordj el Kiffan, qui se seraient organisées pour aller protester contre l'A.P.C., quelques unes seraient emprisonnées. Et aussi le cas d'ouvrières dans une usine privée à Baïnem, qui auraient mené une lutte. Quelques unes seraient arrêtées et des lettres seraient adressées à leurs maris les dénigrant comme des femmes ayant un comportement reprochable à l'usine.

VIENT DE PARAITRE

Les enseignements du-mouvement du printemps"

Une contribution pour le renforcement du mouvement de masse. Nos lecteurs peuvent nous écrire pour passer commande. (20 pages : 2 FF, 2DA)

vous à certains autres, et du fait que les hommes font dépense de leurs bien en faveur de leurs femmes. Les femmes vertueuses font oraison et protègent ce qui doit l'être, du fait de ce qu'Allah consigne. Celles dont vous craignez l'indocilité, admonestez-les ! reléguez-les dans les lieux où elles couchent ! frappez-les ! Si elles vous obéissent, ne cherchez plus contre-elles de contraintes" (Coran-Sourate IV - verset 38).



Sur la grève générale de Kabylie

Correspondance - mars 1981

Lors de l'assemblée générale, tenue le 10 mars par la communauté universitaire de Tizi-Ouzou, les étudiants du Centre ont décidé à l'unanimité le principe d'une grève générale pour le 15 en liaison avec l'ensemble de la classe ouvrière de la région. Le Comité dirigeant les étudiants a soumis un texte au vote de l'assemblée pour le diffuser ensuite sous forme de tract en 40 000 exemplaires, ce qui est également approuvé à une écrasante majorité.

Le texte en question critiquait principalement les manoeuvres grossières et l'escroquerie politique du pouvoir à propos du dossier culturel qui, en fait, comme les étudiants le soulignent, ne sera rien d'autre que la répétition de "la Charte Nationale". Les étudiants ont également fait ressortir la nature policière du régime et toute sa férocité vis-à-vis du moindre mouvement des masses exploitées. Les étudiants n'ont pas caché leurs sympathies vis-à-vis des masses et ils ont d'ailleurs rapplé l'arrestation des 5 ouvriers de la SONACOME CVI et ont exigé leur libération.

Les mots d'ordre du tract d'appel à la grève générale sont:

- BERBERE + ARABE PARLE = LANGUE NATIONALE !

- UNION DES MASSES POPULAIRES CONTRE LA BOURGEOISIE !

- LIBERTES DEMOCRATIQUES !

- POUR LE VRAI SOCIALISME !

La deuxième assemblée générale s'est déroulée le jeudi (12/3) dont l'ordre du jour était arrêté le 10/3 par vote et était en vérité convenue uniquement pour ne pas mettre en danger les membres du groupe dirigeant et tous les éléments qui doivent leur donner un coup de main pour l'organisation pratique de cette grève. Les étudiants ont décidé la tenue de cette deuxième assemblée générale à fin de désigner des groupes (qui comprennent le plus d'étudiants possible) qui doivent aller à toutes les usines, et administrations locales pour annoncer et expliquer les raisons de la grève du dimanche 15 aux ouvriers et employés, des groupes d'étudiants qui doivent préparer les pancartes et ceux qui dirigent la marche.

Avant le crépuscule du jeudi, toutes les forces du P.A.G.S. et du F.F.S. étaient déjà sur pieds de guerre avec les cartes d'état major à la main.

Au restaurant de la Cité universitaire de Hasnaoua (garçons) et Medouha (filles), au moment du petit déjeuner de jeudi, le combat commence, les staliniens

du PAGS lancent la rumeur que l'armée et les CNS sont déjà autour de Tizi-Ouzou, prêts à massacrer tous les manifestants du 15 dans les 4 cas de figures. Cette rumeur évidemment n'a rien de fondé (puisque personne n'a aperçu un militaire ou un CNS de plus que les troupes régulières de la région), elle est destinée à changer les données du problème.

Après l'introduction d'usage du Comité dirigeant qui sérieusement crut à la rumeur sur la répression des étudiants pour soit disant les mettre en face de leurs responsabilités. Après la première intervention échoit tout jours aux "distingués", c'est monsieur "le prof" qui vocifère : "D'après les informations dignes de foi que nous avons eu, l'Etat est décidé à intervenir férocement pour massacrer la foule. Par conséquent je vous conjure de ne pas prendre cette responsabilité historique... je vous demande d'annuler la manifestation de rue et la remplacer par un simple meeting à l'intérieur de l'Université" (immunité universitaire oblige !).

Un autre opportuniste ajoute : "Dans les conditions sociales de l'Algérie se sera une grave erreur de notre part d'essayer de mettre en danger le pouvoir en l'affaiblissant car il y a des forces réactionnaires et fascistes qui n'attendent que ça.

Les crétins se démasquent progressivement et redeviennent ainsi ce qu'ils ont toujours été. Plusieurs intervenants ont insisté sur la nécessité vitale de faire un deuxième tract dans lequel ne doit pas figurer le mot-d'ordre : "Union des masses populaires contre la bourgeoisie". Ils soutiennent leur connerie en prétendant que ce mot-d'ordre est dangereux dans la mesure où il pousse clairement les commerçants de la région à ne pas suivre la grève et à garder leurs commerces ouverts le 15.

Malgré la lutte acharnée d'un groupe d'étudiants révolutionnaires qui ont tenté de s'opposer à toutes leurs forces à ces saboteurs qui sont venus en grandes pompes et préparé à l'avance les décisions finales c'est-à-dire, l'annulation de la manifestation et le maintien d'un meeting in-tra-muro et la suppression du mot-d'ordre en question. Voilà ce que sont le P.A.G.S. et le F.F.S. Cette A.G. a pris fin à 13h et les étudiants se sont dépêchés de quitter l'amphi CHARREN, certains pleins d'amertume, et d'autres éclatants de colère.

A l'assemblée qui eu lieu le soir à 15 Km de l'Institut des sciences exactes, où sont désignés les membres des comités d'intervention, ce Pagsiste, membre du S.N.E.S. (Syndicat National de l'enseignement supérieur) a poussé le culot jusqu'à affir-

mer que les étudiants ont toujours brisé les luttes ouvrières depuis trois ans.

Cependant, la manoeuvre de ces saboteurs n'a pas tout à fait réussi. Tous les grévistes au matin ont rejoint l'Université de Tizi-Ouzou où un meeting a eu lieu. Au cours de ce meeting, le Wali a pris la parole et a menacé les étudiants si tout ne rentre pas dans l'ordre avant 15 jours. Quand aux grévistes venus assister au meeting, le Wali a menacé d'un massacre si jamais ils tentaient de descendre dans la rue.

L'assemblée générale du Collectif Culturel

Correspondance - Alger mars 1981

Le 12/3/1981; s'est tenue à l'Université d'Alger la première Assemblée générale à l'initiative du Collectif culturel. Cette assemblée devait débattre des raisons de la constitution de ce Collectif, des buts à lui fixer, du travail et des actions à envisager.

Après avoir rappelé que le mouvement d'avril 1980 s'était "éteint" à cause des vacances d'été que le gouvernement a bien su exploiter, des intervenants ont affirmé que c'est en réalité en avril 1980 que s'est ouvert le "dossier culturel", dont l'ouverture officielle a été annoncée à grand fracas publicitaire par le F.L.N. Les interventions à propos des raisons de la constitution du Collectif tendaient à signifier qu'il fallait assurer la continuité du mouvement d'avril 1980, qui était donc le point de départ réel de l'ouverture du "dossier culturel" pour éviter son confinement dans les limites que veut lui imposer le F.L.N.

Le besoin d'organisation que cela suppose a été très ressenti par l'A.G., besoin d'organisation du collectif lui-même : l'accent a été mis sur le renforcement du Collectif par des éléments qui doivent s'astreindre à un minimum de discipline de travail réel : à la fin de la réunion, des commissions ont été constituées.

La volonté et le besoin de coordonner les différentes "luttres culturelles" ont été exprimés. D'ailleurs, une journée de protestation en solidarité avec celle de Tizi-Ouzou prévue pour le 15/3 a été décidée. (En effet, le 15 la grève générale de Tizi a été suivie de la grève des étudiants de l'Université d'Alger).

(suite p. 15)

Le besoin urgent de l'organisation ouvrière

Dans notre numéro précédent nous avons parlé de la formidable lutte des ouvriers du C.V.I. de Rouiba qui se sont organisés indépendamment des structures de l'UGTA et de la GSE en élisant directement leurs 120 délégués. La bourgeoisie a réagi de deux façons à la fois. LA REPRESSION : elle a arrêté les ouvriers combattifs; 5 d'entre eux sont toujours en prison. LA MANIPULATION: la bourgeoisie a tenté de vider le comité ouvrier de son contenu revendicatif et classiste en lui proposant de participer à la gestion de l'entreprise. Selon les informations dont nous disposons les membres du comité ont refusé de faire le jeu de la direction. Alors, la bourgeoisie est revenue à sa méthode forte. Elle a parachuté dans l'usine une *cellule d'entreprise du FLN* qui aurait le feu vert... de ne laisser personne parler à sa place !

QUELS ENSEIGNEMENTS EN TIRER ?

1) Si la bourgeoisie s'est comportée ainsi, c'est qu'elle a vait peur que l'exemple des ouvriers de Rouiba ne fasse tâche d'huile. 2) La bourgeoisie a mis tout le paquet alors que les ouvriers se sont retrouvés isolés. D'où le besoin de prendre des contacts et d'assurer une liaison avec d'autres entreprises. *L'union fait la force !* 3) Avant même qu'il n'y ait un minimum d'organisation et de coordination dans plusieurs entreprises et régions, il est plus pratique de ne pas se précipiter à proclamer le comité, ce qui signifie qu'au début celui-ci doit rester clandestin et se préparer matériellement à protéger les militants qui risquent d'être frappés par la répression (planques, aides financières, prise en charge de la famille...) tout en appelant à la mobilisation et à la solidarité ouvrières les plus larges pour les victimes de la répression et pour la protection des structures autonomes que les travailleurs, les jeunes et les femmes se sont données au cours de la lutte.

12 mars 81

(...) Il y a eu la grève des lycéens (presque la totalité des lycéens) et qui continue encore. Ça a commencé le 5 janvier dans un lycée du Sud de Gabès puis le mouvement s'est généralisé (...) Leurs revendications : l'axe principal c'est d'avoir un syndicat. Les objectifs immédiats : -généraliser la 7^e spéciale pour les sections techniques. -constituer un comité provisoire

A Bouira, les manifestants libèrent par la force leurs camarades emprisonnés !

A la suite de la manifestation populaire qui a eu lieu le 16 mars à Bouira contre la répression et le bluff du débat sur le "dossier culturel", la police et le Darek-El-Watari ont procédé à des arrestations massives. La riposte des masses ne s'est pas faite attendre. Des brigades d'auto-défense ont été constituées sur le champ. Le lieutenant de compagnie du Darek-El-Watari de Bouira a été pris en otage par la foule. Celle-ci a négocié la libération de ce dernier avec les forces de répression en exigeant de celles-ci la libération de tous les emprisonnés et la remise des films de la manifestation pris par les flics.

Lorsque nous parlons d'action directe, d'action de classe, de méthodes et de lutte de classe, il se trouve toujours des courants hypocrites comme les Trotskystes, par exemple, qui nous rétorquent que nos indications sont loin de

correspondre aux besoins du mouvement des masses. Or, voilà que le mouvement des masses lui-même, fait instinctivement table rasée de tout le bla-bla-bla de ces courants conciliateurs qui préfèrent appeler au "front uni" avec les Pagsistes, c'est à dire avec les saboteurs, et l'emploi des méthodes démocratiques qui n'ont jamais fait reculer l'Etat bourgeois.

Ce que nous voulons, nous ? impulser, généraliser, coordonner, organiser et renforcer le même type d'initiatives et d'actions que les masses de Bouira se sont instinctivement données. Nous appelons tous les militants d'avant-garde et tous les révolutionnaires sincères à suivre cette voie car c'est la seule qui nous permettra d'arracher nos revendications aujourd'hui et de se préparer à en finir demain avec la société bourgeoise faite de misère, d'oppression et de mensonges.

Le cynisme des bourgeois

Le cynisme de la bourgeoisie n'a pas de bornes. Dans un article intitulé "Pour plus d'égalité", *Algérie Actualités* n° 978 (29 janvier - 4 février 1981), se plaint que les travailleurs soient trop payés par rapport à ce qu'ils produisent et que "cette disponibilité monétaire a fait naître des habitudes de consommation sans rapport avec notre étape de développement..." En d'autres termes, selon l'article, les longues files d'attente devant les magasins ont pour but la consommation de biens non élémentaires ! Faudrait-il donc que les travailleurs s'échinent comme des bêtes sans satisfaire leurs besoins les plus élémentaires pour que *Algérie Actualités*, soit content ? Poursuivons. Pour *Algérie Actualités*, "Une seule issue s'impose : aligner le niveau des revenus sur celui de la production". Et comme les revenus non salariaux ne sont pas faciles à contrôler, "En attendant, il faut commencer par maîtriser les salaires qui constituent la part majoritaire du volume des

revenus dans le pays et qui doivent augmenter de 10% par an durant le plan quinquennal". Quand on sait que le taux d'inflation est de 20 % par an, quel mépris pour les masses laborieuses !

Enfin, en citant Chadli: "Nous devons encourager l'esprit d'émulation dans la production au détriment de la concurrence qui sévit dans la consommation". A *Algérie Actualité* nous chante les bienfaits du Stakhanovisme qui a fait ses preuves dans les faux "socialismes" de l'Europe de l'Est, avec l'exploitation des travailleurs par l'aggravation de la concurrence entre eux.

Pour nous, les ouvriers de Pologne ont montré la voie ! La bourgeoisie cherche à diviser les travailleurs par l'introduction de stimulants matériels, pour mieux les enchaîner. Il faut contrer la bourgeoisie en serrant les rangs ouvriers, en luttant pour l'augmentation des salaires et pour la diminution du temps de travail !

Correspondance de Tunisie

pour préparer le terrain au syndicat où on trouve 80% de lycéens 15% d'enseignants, 5% du personnel administratif. Les lycéens exigent :
-la réouverture des lycées
-la libération des élèves détenus
-la réintégration des élèves renvoyés
-le droit d'affichage, d'AG et de grève.
A l'université, il y a un mouvement de soutien aux élèves. Il y a eu des manifestations de rue et

des affrontements très durs avec les BOP (brigades de l'ordre public) qui ont duré 4 heures le 20 février. Il y a eu l'intervention des BIG (brigades d'intervention générale) et de la DST. Les ouvriers de la SNT (transport) ont fait une grève de 6 jours qui a été brisée par la violence. Les cheminots ont fait une grève de 2 jours pour des augmentations de salaires ainsi que les hospitaliers (...)

Luttes sociales en Algérie

Correspondance - Alger mars 1981

GREVE DES OUVRIERS DE LA SONITEX DE DRAA-BEN KHADDA :

Les 8, 9, 10 février 1981, les 3000 ouvriers de la SONITEX de Draa-Ben Khadda (Kabylie) ont arrêté le travail pour revendiquer la hausse du salaire de base.

GREVE DES TRAVAILLEURS DU C.O.U.S.

Du 9 au 17 mars, l'ensemble des ouvriers et employés du Centre des Oeuvres Universitaires et scolaires (C.O.U.S.) d'Alger, Oran, Annaba, Batna, Sidi-Bel-Abbès et Constantine, ont fait une grève pour revendiquer une hausse immédiate de salaire et la réintégration de tous les travailleurs vacataires licenciés au C.O.U.S. de Annaba, ainsi que tous les membres de la section syndicale du C.O.U.S. de Batna.

GREVE GENERALE EN KABYLIE :

Le 15 mars, les travailleurs de la SONITEX de Draa-Ben Khadda de la S.N.L.B., de la SONELEC de Oued Aïssi, de la SONAREM et du secteur sanitaire de Tizi-Ouzou ont rejoint la grève générale lancée par les étudiants et les lycéens de la grande Kabylie contre la farce du "dossier culturel" avec laquelle l'Etat bourgeois espérait amortir le mouvement de masse qui se développe contre la répression bourgeoise et pour la reconnaissance des langues populaires.

GREVE GENERALE A BOUIRA :

Les 16 et 17 mars, s'est déroulée à Bouira une grève de masse suivie d'une manifestation de rue (lycéens et travailleurs). Le Darak-El-Watani est intervenu. Des arrestations ont eu lieu. La grève et la manifestation ont été déclenchées par les lycéens de la ville contre la répression et en solidarité avec la grève générale de Tizi-Ouzou.

GREVE DES ETUDIANTS D'ALGER

Toujours en solidarité avec la grève générale de Tizi, plusieurs centaines d'étudiants ont fait grève à partir du 16 mars, malgré les tentatives d'intimidation des "frères musulmans", des "Baathistes" et autres agents à la solde de la bourgeoisie.

GREVE DES OUVRIERS DE L'ECOTEC

Le 16 mars, les ouvriers de L'ECOTEC travaillant sur les chantiers de Tizi-Ouzou, ont arrêté le travail pour revendiquer une hausse salariale en fonction de l'augmentation du coût de la vie.

GREVE DU PERSONNEL DE L'UNIVERSITE DE TIZI-OUZOU

Le 16 mars, le personnel administratif d'entretien et de restauration de l'Université de Tizi ont fait grève. Au cours de l'A.G., les travailleurs ont ridiculisé "leurs" deux sections syndicales (une pour le personnel administratif, l'autre pour les ouvriers) avant de se prononcer, à l'unanimité, pour leur dissolution. La grève a été décidée illimitée jusqu'à satisfaction des revendications. Les travailleurs ont élu une nouvelle section syndicale (une seule cette fois-ci) au cours d'une A.G. le mercredi 18 mars. Les revendications avancées sont les suivantes :

- Une hausse immédiate de tous les salaires d'au moins 20% ;
- Le paiement immédiat des 25 heures supplémentaires qui sont de coutume dans ce secteur ;
- Le paiement immédiat de l'abonnement de transport pour tout le personnel ;
- Le paiement immédiat des 2 costumes de travail (hiver, été) pour tout le personnel ;
- Le paiement immédiat de la prime de danger pour tous les ou

vriers exerçant un travail dangereux (laboratoire, électricité..)

- Le paiement d'un sachet de lait par jour aux laborantins ;
- La titularisation immédiate de tout le personnel vacataire, ayant plus de six mois de travail.

Rappelons qu'au cours de la même A.G., les travailleurs ont demandé aux enseignants de prendre publiquement position à l'A.G. : se considèrent-ils comme des travailleurs et dans ce cas ils doivent se mettre en grève, ou bien se considèrent-ils comme des technocrates et dans ce cas ils doivent immédiatement quitter l'A.G.

GREVE DES DOCKERS D'ALGER

Le 16 mars, les dockers d'Alger ont refusé les propositions du gouvernement qui tendent à fixer un salaire de fonctionnaire aux dockers tout en continuant à les accabler d'heures supplémentaires (la durée du travail réellement en vigueur pour undocker, est de 12 à 15 heures par jour en Algérie). Pour briser la grève des dockers qui ont refusé de décharger une cinquantaine de bateaux en rade, tous les ministères ont exigé des entreprises sous leur tutelle une journée de "volontariat" obligatoire pour le vendredi 20 mars.

Non au « cadre de dialogue » !

Dans un article intitulé : "Prévention et règlement des différends" paru dans "Révolution et Travail" n° 424 du 14/3/81, l'U.G.T.A. s'inquiète que "la situation dans les entreprises a été marquée par de profonds maux qui dégénéraient souvent en arrêts de travail", et nous donne les chiffres suivants :

- 1977 : 1 147 conflits, avec 521 grèves ;
- 1978 : 553 conflits, avec 323 grèves ;
- 1979 : 1 334 conflits, avec 696 grèves ;
- 1980 : 1 493 conflits, avec 870 grèves.

Les conflits ont pour cause les salaires (54% des conflits) ; les conditions générales de travail, (de 1971 à 1977 les accidents du travail ont augmenté de 163% et de 202% pour les accidents mortels) etc.

Tout en reconnaissant que "Le nombre d'arrêt de travail augmente de plus en plus dans le secteur public...", l'U.G.T.A. nous

donne le remède miracle pour le règlement des conflits : le statut général des travailleurs, dernière trouvaille de la bourgeoisie et qui "précise qu'un redressement du climat social passe nécessairement par la création de cadres de dialogue propice à l'expression démocratique des travailleurs". L'U.G.T.A. et la G. S. E. ne suffisent-ils donc pas ? Il faudrait donc que les travailleurs, pour régler leurs problèmes, aillent voir les arbitres et ne fassent pas grève. Et qui sont les arbitres selon le S.G.T. et l'U.G.T.A. ? Le Parti, le Wali, le Procureur général, le ministre du travail etc... toujours les mêmes, c'est à dire les représentants avérés de la bourgeoisie.

Depuis l'indépendance, ces gens là nous parlent d'"économie nationale", d'"expression démocratique" etc. et nous n'avons toujours pas de logements, niles moyens de vivre et de faire vivre nos enfants. Non ! Les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes, et s'organiser en dehors des "cadres de dialogue" pour arracher leurs revendications par la force de leur nombre, de leur union et de leur lutte de classe !

LIBÉRATION IMMÉDIATE DE TOUS LES EMPRISONNÉS EN ALGERIE!

LA MOBILISATION DU MOUVEMENT DES MASSES A OBLIGÉ LA BOURGEOISIE À LIBÉRER LES 24 EMPRISONNÉS QUI DEVAIENT PASSER DEVANT LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT DE MÉDÉA ET LES 21 DE OUED-AMIZOUR. CEPENDANT, CE FAIT TRÈS ENCOURAGEANT NE DOIT PAS NOUS FAIRE OUBLIER TOUS CEUX QUI CROUPESSENT ENCORE DANS LES GEÔLES DE LA BOURGEOISIE.

LIBÉREZ LES EMPRISONNÉS DE LA RÉGION DE TIZI !

En automne 1980, 4 personnes ont été arrêtées sous l'accusation de destruction de biens publics (de la même façon que les 21 de Oued-Amizour qui ont été relâchés depuis). De quoi s'agit-il dans les faits ? Il existait un monument à la mémoire des combattants tombés durant la guerre de libération nationale. Les bourgeois ont jugés que ce monument - qui était situé sur une colonne - se trouvait loin du village. Alors ils ont fait construire un monument dans le village. Les jeunes ont été écoeurés par le cynisme des bourgeois qui ne veulent même pas se donner la peine de faire quelques kilomètres... pour faire semblant de rendre hommage aux chouchous.

Exigeons la libération immédiate de ces jeunes : LOUNIS HACENE, 20 ans, stagiaire SONOLEC; SAIDOUNE OMAR, 23 ans, au service national, passé devant le tribunal militaire; SAIDOUNE OUIDIR, ouvrier agricole; ABDELLI CHAABANE, 18 ans, stagiaire.

LIBÉREZ LES OUVRIERS EMPRISONNÉS DU CVI DE ROUIBA !

Le Complexe de Véhicules Industriels de Rouiba est une unité particulièrement combative. L'année dernière, on a vu les 9000 ouvriers s'organiser indépendamment de l'UGTA et de l'ATU. La bourgeoisie répond aux revendications légitimes et aux luttes des ouvriers par la répression. Plusieurs ouvriers combattifs ont été arrêtés. 5 d'entre eux sont toujours emprisonnés. Il faut se mobiliser pour exiger

leur libération immédiate.

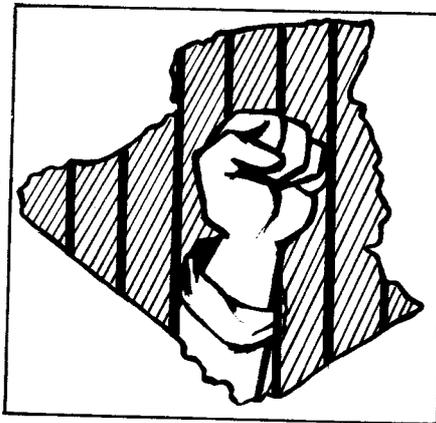
LIBÉREZ LES 30 EMPRISONNÉS D'EL ASNAM !

Le 8 décembre 1980, une nouvelle secousse tellurique projetait les masses d'El Asnam, déjà éprouvées par le tremblement de terre du mois d'octobre, dans une situation terrible. Le froid du mois de décembre s'ajoutait à

cela. Les masses descendent dans la rue. Elles exigent des tentes, des couvertures et des vivres. Comme d'habitude, les autorités distribuent de manière sélective le matériel. Les masses prennent alors d'assaut les camions de ravitaillement et le siège de l'APC ainsi que le siège du Darak-el-Watani en désarmant les dorkis qui s'y trouvaient. Au siège de l'APC, les masses mettent la main sur des documents qui prouvent que le matériel devait être distribué sélectivement (liste de notables locaux à servir prioritairement). Les masses foncent sur le président et les bureaucrates de l'APC et envoient leurs familles ainsi que celles des dorkis... gouter un peu le froid. Le chef de daïra de Oued-Rhiou et des motards ont été blessés. Le lendemain, l'armée intervient pour mettre de l'ordre. Elle massacre les insurgés qui ont pris les armes et les déloge du siège de l'APC. 30 personnes ont été arrêtées. 70 autres arrivent à prendre le maquis. Un tribunal de flagrants délits les a condamnés à 6 mois de prison ferme. Les peines auraient été plus fortes si la bourgeoisie n'avait pas eu peur de la colère des masses. Libération des 30 emprisonnés ! Levée de toutes les condamnations ! Solidarité avec les masses de la région militarisée d'El Asnam !

LIBÉREZ LES EMPRISONNÉS DE SEDDOUK !

Le tract d'appel à la grève générale du 15 mars 1981 mentionne quelques faits qui témoignent de la répression systématique qui s'abat sur les masses en Algérie. Répression d'une manifestation à Béjaïa dont le bilan s'élève à des dizaines de blessés, fermeture des lycées de la wilaya de Béjaïa, arrestation d'une demi-douzaine de jeunes à Seddouk, sans parler des interpellations, des tentatives d'enlèvements et des intimidations de toutes sortes.



LIBÉREZ BENKHALLAT ET SES CAMARADES !

Depuis novembre 1978, plusieurs militants et contacts de notre organisation sont emprisonnés à la prison militaire de Boufarik. Ils ont été condamnés le 27 décembre 1980 par le Tribunal Militaire de Blida pour "atteinte à la sûreté de l'Etat" et "complot". Il s'agit de BENKHALLAT RABAH, condamné à 6 ans de prison; KENDOUR ABDELMALEK, condamné à 6 ans de prison; AKKACHE SID ALI, condamné à 5 ans de prison; NAAMAN MOHAMED, condamné à 3 ans de prison. Par ailleurs, un camarade, BENSSADA MOHAMED, a été condamné par contumace à 10 ans de prison.

Il s'agit là de quelques cas seulement. Personne ne connaît exactement le nombre des emprisonnés politiques et syndicaux en Algérie qui sont oubliés, pour la plupart des fois, dans l'anonymat, sans même que leurs familles ne puissent en parler de peur des représailles et du chantage de la S.M. Dans toutes les A.G., dans tous les comités et collectifs, brisons le mur du silence et de l'isolement qui entoure nos camarades emprisonnés ! Exigeons la levée de toutes les condamnations et de toutes les poursuites !

SOUSCRIPTION EN SOLIDARITÉ AVEC NOS CAMARADES EMPRISONNÉS EN ALGERIE.

PARIS: 1946F; MARSEILLE: 500F; ROUEN: 200F; LILLE: 550F; TOULON: 850F; BORDEAUX: 1500F; LAUSANNE: 1000F; STRASBOURG: 3080F; TOULOUSE: 200F; Réunion publique: 839,50F; LECTEURS: 1074F; MAYENNE: 700F; STRASBOURG: 620; ITALIE: 1.718150 Lires

Lutte de classe, et action

Dans notre numéro précédent, nous avons montré que si le marxisme s'est forgé, entre autres, dans la lutte contre les courants qui méprisaient la lutte économique et idéologique du prolétariat et se consacraient exclusivement à la préparation militaire de coups de mains dans l'espoir d'accélérer la crise et de hâter la révolution, il ne demeure pas moins vrai que dès sa naissance, le communisme révolutionnaire s'est prononcé pour le renversement violent de l'ordre bourgeois et pour l'organisation secrète et politique du prolétariat en parti politique autonome (1).

En effet, dans une société fondée sur l'exploitation et l'oppression, la lutte de classes est inévitable. Celle-ci prend des formes variées selon les périodes historiques et les caractéristiques sociales et politiques de telle ou telle aire géographique. La forme supérieure de la lutte de classes est celle qui voit dans certaines conditions l'antagonisme de classes se déchaîner en un affrontement physique où les classes dominantes et les classes dominées en viennent aux armes pour régler leurs différends. "Le marxisme se tient sur le terrain de la lutte de classes, et non de la paix sociale. Dans certaines périodes de crises aiguës, économiques et politiques, la lutte de classes aboutit dans son développement à une véritable guerre civile" (2).

Contrairement aux prétentions mensongères des réformistes de tous poils, le marxisme ne se distingue donc pas du blanquisme parce qu'il refuserait dans l'absolu la violence et les méthodes conspiratives, mais parce qu'il considère que l'insurrection armée, étape nécessaire dans la lutte de classe du prolétariat, ne peut triompher que si elle repose "non pas sur un complot, non pas sur un parti, mais sur la classe d'avant-garde" (3). Est-ce à dire que la révolution prolétarienne n'a pas besoin d'un complot ni d'un parti d'avant-garde ? Non, évidemment.

Le marxisme révolutionnaire repousse le complot élevé en schéma absolu indépendamment de la situation historique et des autres facteurs entrant en jeu dans le processus révolutionnaire. "La social-démocratie, écrivait Lénine, ne se lie pas les mains, ne borne pas son activité à un plan préconçu ou à un procédé de lutte politique préétabli ; elle admet tous les moyens de lutte, pourvu qu'ils correspondent aux forces disponibles du Parti et permettent d'obtenir le maximum de résultats dans des conditions données" (4).

Le marxisme révolutionnaire admet donc tous les moyens de lutte, y compris la lutte armée. Mais il ne fait pas de celle-ci, comme pour toutes les autres formes de lutte politique, une recette valable pour toutes les périodes historiques. Il faudra vérifier, à partir d'une analyse concrète de la situation, si la lutte armée correspond vraiment aux forces disponibles du parti et si elle va renforcer le parti et la combativité des masses ou si, au contraire, elle va aboutir par manque de maturation du mouvement social et de préparation politique et militaire à la défaite et à la démoralisation des masses et à la désorganisation du parti. Voici ce qu'écrivait à ce sujet le théoricien de la guerre civile et l'organisateur de l'armée rouge à la suite de l'expérience de la révolution d'Octobre : "Nous envisageons l'insurrection de deux façons : d'abord comme étape déterminée du processus historique, comme une réfraction des lois objectives de la lutte de classes ; ensuite, d'un point de vue objectif et pratique, à savoir : de quelle manière préparer et exécuter l'insurrection pour en assurer le plus sûrement le succès" (5).

S'il est donc erroné de vouloir réduire la révolution à un complot, ce qui revient à chercher à provoquer des insurrections à volonté, il serait criminel de laisser le choix du moment et du lieu de l'insurrection, ainsi que la préparation minutieuse et la bonne exécution de celle-ci, au champ des lois objectives de la lutte de classes ou, ce qui revient au même, à la spontanéité révolutionnaire des masses. Certes, sans la spontanéité révolutionnaire des masses qui exprime à son tour une certaine maturation des contradictions et des antagonismes sociaux, aucun complot, si préparé soit-il et si courageux en soient les auteurs, ne pourra engendrer l'insurrection indispensable au renversement violent de la bourgeoisie.

Mais la spontanéité révolutionnaire des masses à elle seule ne suffit pas pour renverser l'ordre bourgeois. L'histoire internationale du prolétariat, où malheureusement les défaites suivies de massacres sont beaucoup plus nombreuses que les rares victoires, est là pour en témoigner (révolution et contre-révolution en Allemagne, en Chine, sans parler des soulèvements des masses exploitées des colonies et semi-colonies qui, faute d'organisation de classe, ont tous soit échoué, soit été récupérés par les mouvements nationalistes bourgeois et petit-bourgeois). Nous retournons une fois de plus au dirigeant de la grande révolution russe pour illustrer la thèse que nous défendons : "Marxistes, nous devons savoir et comprendre qu'il ne suffit pas de vouloir l'insurrection pour l'accomplir. Lorsque les conditions objectives la rendent possible, il faut la faire car elle ne se fait pas d'elle-même. Et pour cela, l'état-major révolutionnaire doit avoir en tête le plan de l'insurrection avant de la déclencher. Le plan de l'insurrection donnera une orientation de temps et de lieu. On tiendra compte de la façon la plus minutieuse de tous les facteurs et éléments de l'insurrection, on aura le coup d'oeil juste pour déterminer leur dynamisme, pour définir la distance que l'avant-garde révolutionnaire devra maintenir entre elle et la classe ouvrière pour ne pas s'en isoler et au même moment on exécutera le bond décisif" (6).

C'est là que surgit le besoin du complot. Dans certaines conditions, la lutte de classes, que le parti communiste révolutionnaire a pour rôle d'impulser, d'aiguïser, de développer, d'organiser et de diriger, arrive à un tournant historique. L'activité des masses avec à leur tête le prolétariat gagne en ampleur et en intensité. L'hésitation gagne les rangs de l'ennemi et aggrave sa crise politique. Le prolétariat est poussé instinctivement à dépasser les manifestations de colère et de révolte, et à affronter physiquement l'Etat bourgeois. "Il faut apprendre, notait Trotsky, à saisir le moment où le prolétariat se dit à lui-même : "Il n'y a plus rien à attendre des grèves, des manifestations et autres protestations. Il s'agit maintenant de se battre. J'y suis prêt parce qu'il n'y a pas d'autre issue à la situation, mais puisqu'il s'agit de bataille il faut la livrer avec l'appoint de toutes nos forces et sous une direction sûre..." A ce moment la situation atteint une gravité extrême. C'est le déséquilibre le plus complet : une boule sur le sommet d'un cône. Le moindre choc peut la faire tomber d'un côté ou de l'autre" (7). Et c'est là qu'on se rend compte le plus clairement du besoin primordial du parti de classe révolutionnaire, car "en Russie, grâce à la fermeté et à la résolution de la Direction du parti, la boule a suivi la ligne qui menait à la victoire" (idem).

En effet, si le marxisme révolutionnaire considère que le parti ne fait pas la révolution au sens où il ne prétend pas l'accomplir avec ses seules forces et en dehors du mouvement révolutionnaire des masses, il serait tout aussi erroné que criminel d'en déduire que le prolétariat n'a pas besoin de la direction d'un état-major révolutionnaire - à savoir le parti de classe - pour que le processus révolutionnaire suive la ligne qui mène à la victoire et pour organiser les moyens indispensables à celle-ci. Il faut tourner complètement le dos à l'histoire désormais séculaire des luttes, des tentatives révolutionnaires et de l'insurrection victorieuse du prolétariat russe en Octobre 1917 pour ignorer cette "loi" historique qui fait qu'au moment de l'engagement de la bataille décisive un sentiment d'incertitude gagne tout naturellement les masses, vu l'enjeu et les sacrifices que suppose cette bataille.

Ce sentiment engendre un certain "temps d'arrêt révolutionnaire" où seule une organisation révolutionnaire qui s'est préparée de longue date pour cette bataille peut écouter les battements de coeur du mouvement qui se ralentit, les interpréter comme "le calme avant la tempête", les traduire en termes de possibilités concrètes d'action révolutionnaire et vaincre l'hésitation qui, si elle se prolonge en pareille occasion, devient mortelle pour la révolution : le moment de l'insurrection qui est décisif dans le cours de la révolution est un moment très bref où cela équivaut à une perte de temps criminelle que de vouloir surmonter les hésitations par ... la discussion (8).

parti révolutionnaire militaire.

Dans ces conditions, les courants qui refusent le rôle dirigeant du parti communiste dans la révolution et s'amusent à vouloir restreindre la mission du parti à des tâches de "généralisation des luttes contre le capital et de maintien de la conscience révolutionnaire" auront tout le plaisir de généraliser ... les hésitations du mouvement des masses (9). Les communistes révolutionnaires véritables considèrent eux, avec Lénine, que "si le parti est fort et organisé, une grève isolée peut se transformer en manifestation politique, en victoire politique sur le gouvernement. Si le parti est fort et organisé, une insurrection locale peut prendre les proportions d'une révolution victorieuse" (10).

Une fois que nous avons placé la question du complot et de l'action militaire dans le cadre de la stratégie révolutionnaire du marxisme, nous pouvons aborder la question du travail militaire du parti communiste dans les différentes situations, question sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir en détail. Le marxisme révolutionnaire distingue dans l'"art" de la guerre civile trois phases : la préparation de l'insurrection, l'insurrection elle-même et, enfin, la consolidation du pouvoir prolétarien dans le pays ou la série de pays où la classe ouvrière a réussi à renverser vigilement la bourgeoisie.

Comme nous l'avons rappelé plus haut, il est évident que même l'entrée dans la phase de préparation de l'insurrection suppose que le parti dispose de forces qui lui permettent d'agir dans ce sens sans se désorganiser complètement. Il est évident aussi que dans toutes les phases, l'action militaire du parti doit être strictement subordonnée à ses objectifs politiques et à sa ligne politique générale et qu'avant de lancer des actions armées, le parti doit tenir rigoureusement compte de tous les aspects de la situation dans laquelle il se trouve et, plus particulièrement, de l'état d'esprit des masses. Dans la période de préparation révolutionnaire, la plus grande partie du travail militaire clandestin du parti consistera bien évidemment à désagréger de l'intérieur l'armée bourgeoise, en prenant appui sur les contradictions, notamment entre soldats et officiers, qui la traversent. Dans cette période, le parti n'exclut pas sa participation à des actions armées partielles qui serviraient aux masses à résister aux bandes armées légales ou "illégal" de la bourgeoisie, etc.

Mais c'est surtout à l'approche du moment de l'insurrection révolutionnaire que le parti se tourne plus particulièrement vers l'activité qui consiste à former des unités de combat, même s'il est très dangereux, avant la prise du pouvoir, de donner à celles-ci la physionomie d'unités militaires classiques n'ayant pas de grande initiative dans l'organisation du combat ni d'autonomie de mouvement et de gestion. Cela ne signifie pas, bien sûr, que dès cette période le parti n'aura pas à introduire la plus grande organisation et l'esprit méthodique dans ses détachements de combat. Cependant ceux-ci reposeront plus dans cette période sur la discipline

politique et la sélection rigoureuse des chefs de détachements que sur la direction d'un appareil hiérarchique des troupes révolutionnaires, chose que le prolétariat posera dès la prise du pouvoir et qu'il résoudra, comme l'atteste l'expérience de la révolution russe, en mettant sur pied une armée rouge régulière, chargée de la défense du pouvoir prolétarien contre les attaques contre-révolutionnaires internes et externes.

- (1) Voir l'article "Complot ou révolution" dans El-Oumami, n° 14, février-mars 1981.
- (2) Lénine, La guerre des partisans (Oeuvres, t. 11, p. ...)
- (3) Lénine, Le marxisme et l'insurrection (Oeuvres, t. 26, p. 13)
- (4) Lénine, (Oeuvres, t. 4, p. 386)
- (5) Trotsky, Les problèmes de la guerre civile, p. 7.
- (6) Idem, (pp. 13-14)
- (7) Id., (p. 27)
- (8) Voici comment Trotsky décrit ce phénomène sur lequel tout révolutionnaire sincère doit méditer avant d'entrer dans les discussions interminables avec les courants néo-spontanéistes et néo-ouvriéristes à la mode aujourd'hui, qui passent leur temps à critiquer la conception "léniniste" du parti : "Au cours d'une période donnée, la combativité du prolétariat s'accroît, elle prend les formes les plus diverses : grèves, manifestations, collisions avec la police. A ce moment, les masses commencent à prendre conscience de leur force. L'ampleur croissante du mouvement suffit déjà à leur donner une satisfaction politique. Toute manifestation nouvelle, tout succès dans le domaine politique et économique accroissent leur enthousiasme. Mais cette période s'épuise vite. L'expérience des masses grandit en même temps que leur organisation se développe. Dans le camp opposé l'ennemi montre aussi qu'il n'est pas décidé à céder la place sans combat. Il en résulte que l'état d'esprit révolutionnaire des masses se fait plus critique, plus profond, plus angoissant. Les masses cherchent, surtout si elles ont constaté des fautes et subi des revers, une direction sûre, elles veulent avoir la certitude qu'on va se battre et qu'on saura les conduire et que dans la bataille décisive elles peuvent escompter la victoire. Or, c'est ce passage de l'optimisme quasi-aveugle à une conscience plus nette des difficultés à surmonter qui engendre ce temps d'arrêt révolutionnaire qui correspond dans une certaine mesure à une crise dans l'état d'esprit des masses. A condition que le reste de la situation s'y prête, cette crise ne peut être dissipée que par le parti politique et surtout par l'impression qu'il donne d'être véritablement décidé à prendre la direction de l'insurrection" (op. déjà cité, pp. 26-27)
- (9) Cette position anti-léniniste est défendue par exemple dans l'émigration algérienne en France par le groupe "Travailleurs immigrés en lutte" (TIL)
- (10) Lénine, (Oeuvres, t. 4, p. 386)

(suite de la p. 10)

-collectif culturel-

Face aux limites tracées par le F.L.N. au débat culturel (sur le plan du contenu voir circulaires n°11, sur le plan formel uniquement dans le cadre des structures du F.L.N.), s'est exprimée vivement la volonté de faire sortir et d'élargir le débat en dehors de ces limites.

Pour les intervenants de l'AG, il n'y a donc que la lutte et le rapport de force qui permettront de faire reculer la répression culturelle

Toujours au sein de l'Université, la décision est prise au cours de l'assemblée générale de demander le rétablissement du cours de berbère (que Chaker est

disposé à donner, s'il y a des étudiants), et s'il y avait refus il fallait forcer la salle pour que ce cours ait lieu. (En effet, le 15/3 ce cours eu lieu effectivement devant une nombreuse assistance.)

Toujours au cours de l'A. G., il y eut la proposition de faire la même chose pour l'arabe algérien, et de généraliser ces cours aux autres universités. Le souci de ne pas s'enfermer uniquement dans l'Université était fort ; et une des activités proposées pour sortir de l'université, était de pallier au manque d'information à propos des luttes sociales et de leur répression. L'idée de confection d'un journal qui prendrait en charge tout ce qui est censuré par la

presse officielle, est donc retenue.

L'attention est attirée par un intervenant sur le fait que le dossier culturel ne devait pas occulter les problèmes (en réalité) plus urgents. (augmentation du coût de la vie... la patate arrive jusqu'à 7 dinars dans certaines régions) et d'ailleurs la proposition de manifester le soutien de l'A.G. aux grévistes du C.O.U.S. est tout de suite retenue. Une pétition circule dans la salle pour être signée ; les menaces des "frères musulmans" contre les ouvriers en grève et le travail de briseurs de grève accompli par les "baathistes" qui ont fait marcher les cuisines, ont été dénoncés.

TUNISIE : les investissements français n'arrêteront pas la lutte de classe !

DEPUIS PLUS DE DEUX MOIS, LES RELATIONS FRANCO-TUNISIENNES ONT PRIS UN NOUVEAU RYTHME RAPIDE. ON A VU AINSI EN L'ESPACE D'UN MOIS L'ÉCHANGE DE VISITES DES DEUX PREMIERS MINISTRES. MZALI, LE TUNISIEN, A EXALTÉ L'EXEMPLARITÉ DES RELATIONS FRANCO-TUNISIENNES ET N'A PAS MANQUÉ UNE OCCASION POUR FAIRE DES APPELS DE PIEDS DIRECTS À L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS, LA BOURGEOISIE TUNISIENNE ÉTANT INCAPABLE D'ASSUMER À ELLE SEULE LES CONTRADICTIONS ET LES ANTAGONISMES SOCIAUX INÉVITABLES QUI MÛRISSENT DANS UN PAYS DE JEUNE CAPITALISME COMME C'EST LE CAS EN TUNISIE.

Dans une interview accordée au journal français *Les Echos* du 19 février - journal bien placé pour défendre les intérêts supérieurs de l'impérialisme français - Mzali déclarait, entre autres, avec le désir manifeste de donner des garanties aux investisseurs potentiels que "le régime tunisien est un régime solide malgré quelques crises, quelques soubresauts, quelques excès de fièvres qui témoignent de cette bonne santé" !

Le premier ministre tunisien précise : "nous souhaitons que la France prenne des participations, qu'elle investisse, qu'elle partage avec nous les bienfaits de ces investissements"; de même que la France doit "oser prendre avec nous des risques calculés". En bon bourgeois lucide, il ne manque pas d'affirmer aussi que "nos objectifs sont la stabilisation."

Les piliers de l'industrie française semblent avoir été séduits par le "charme" tunisien; entendez par là, la possibilité inouïe que leur offre sur un plateau la bourgeoisie tunisienne leur permettant d'extirper davantage de profits sur le dos des travailleurs à condition de partager en partie le magot. Ain

si le même journal *Les Echos* du 31 mars dernier claironne : "Peu géot et Renault doublent la mise en Tunisie" et on lit la promesse ferme d'Abdelaziz Lasram, ministre des finances et de l'économie, que "rien ne sera négligé pour assouplir les législations, déréglementer, privatiser."

Voilà qui montre bien que l'impérialisme français sait intervenir non seulement politiquement et militairement (26 janvier 78, Gafsa, etc) pour éviter que la lutte des masses tunisiennes ne débouche sur une déstabilisation du régime bourgeois, mais aussi sur le plan économique, pour aider la bourgeoisie tunisienne à faire face à la crise (inflation, licenciements massifs suite à la fermeture de boîtes notamment dans le textile...).

Mais que signifie tout cela pour la classe ouvrière et les masses exploitées ? Le salaire minimum selon les sources officielles est d'environ 50 dinars - 1 dinar équivalait approximativement à 10 FF -; les allocations familiales comme complément de revenu s'élèvent en moyenne par mois à... 3 dinars ! Selon une étude du district de

Tunis montrant la structure des revenus à la fin de 1977, il s'avère que : "40% environ des actifs ont un revenu inférieur au SMIG" pour un travail de 48H par semaine, tandis qu'un cadre tunisien peut toucher facilement 500 dinars par mois !

Par ailleurs, une étude réalisée par l'institut chargé des questions alimentaires, montre que pour une famille composée de 5 personnes (les parents et 3 enfants) - taille relativement modeste - les besoins vitaux concernant uniquement l'alimentation s'élèvent mensuellement à 46 dinars. Et ce ne sont que les chiffres de 1980. En même temps, la hausse des prix telle qu'elle est parue dans les organes officiels indique qu'entre 79 et 80, les légumes secs ont augmenté de 40,3%, les tomates de 34,7%, le raisin de 43,3%, la pastèque de 40% et le melon de 26,6%.

Nous n'avons pas abordé la seconde préoccupation des dépenses familiales en Tunisie après l'alimentation, à savoir le logement. En 1977, dans la vieille ville de Tunis, la Médina, les vieilles demeures insalubres se louaient environ 12 dinars par mois la pièce !

En 1978, à Tunis, les maisons collectives (oukala), vieilles demeures dégradées de la médina, les habitations "sommaries" (gourbis) et les tentes représentaient plus de 40% du parc de logements; 25% des tunisois vivent dans moins de 10% de la surface réservée à l'habitat. Ainsi, entre les zones d'habitat spontané (les travailleurs qui s'installent sans réglementation et sans aucune structure sur une parcelle de terrain encore libre et où tout manque !) et la médina, la densité atteint facilement 1000 habitants à l'hectare.

D'un autre côté, dans la ville neuve, des bâtiments modernes ont vu le jour dans les quartiers résidentiels luxueux. Ces habitations résidentielles de luxe - villas individuelles - ont une densité inférieure à 15 logements l'hectare mais couvrent 65% de la superficie réservée à l'habitat. D'un côté l'accumulation de la richesse, de l'autre celle de la misère. C'est exactement cela société bourgeoise !

Les grèves ouvrières (SNT, cheminots, hopitaux...) qui n'arrêtaient pas de secouer le fragile équilibre de la situation sociale en Tunisie, augurent bien de la détermination d'un nombre de plus en plus important de tra-

vailleurs à prendre le chemin de la lutte pour la satisfaction de leurs revendications, quand bien même les bureaucrates syndicaux amis de Habib Achour tentent d'éviter la lutte comme cela a eu lieu lors de la grève des travailleurs de la SNT.

Le bourreau et le valet

Dans la société actuelle basée sur l'exploitation et le profit capitalistes, une catastrophe naturelle devient une catastrophe sociale pour les masses pauvres. Nous avons déjà montré ce phénomène à l'occasion du tremblement de terre d'El Asnam dans les numéros 12 et 14 d'*El-Oumami*. Pire. Non seulement la bourgeoisie n'a rien fait pour les masses sinistrées, mais elle a tout fait pour empêcher que se concrétise la solidarité spontanée qui échappe au contrôle de ses institutions et a réprimé ceux parmi les habitants de la région sinistrée qui se sont révoltés contre la situation qui leur est faite en militarisant carrément la région.

Qu'en pensent les révisionnistes du P.A.G.S ? "C'est l'Armée Nationale Populaire, présente dès les premières heures, qui a apporté les premiers éléments d'organisation véritable avec le passage de la région sinistrée sous commandement militaire. Avant cela, un grand désordre régnait - jusqu'à un certain point inévitable - devant l'ampleur de la catastrophe et l'absence d'un véritable plan de secours." (*Saouât-El-Chaâb*, supplément au n° 100).

Dans une situation de tremblement de terre marquée par "l'absence d'un véritable plan de secours" pour reprendre l'expression du PAGS, de quel "désordre" s'agit-il ? Que des habitants écoeurés par "la tendance à accorder la priorité des interventions aux quartiers chics et aux notables" (idem) se révoltent et prennent d'assaut les camions qui transportent les couvertures et les vivres, et voilà que l'ANP intervient pour apporter "les premiers éléments d'organisation" !

Le PAGS est sans doute mieux informé que nous sur ce qui s'est passé et qui se passe effectivement dans la région d'El Asnam. Répression féroce contre les masses, notamment à l'occasion des émeutes de décembre 1980, arrestations de plusieurs dizaines de personnes. Qu'importe ! "L'ANP a fait son devoir, elle continue de le faire." (id) Le PAGS a une fois de plus pris clairement position pour les bourreaux des masses exploitées et opprimées. Le simple élan de solidarité instinctive qui anime les travailleurs et les jeunes qui pensent à leurs frères d'El Asnam en proie à la faim, au froid, aux maladies et à la répression suffira pour les pousser à combattre partout ces agents de la bourgeoisie qui osent se proclamer "Parti de l'avant-garde socialiste" !

Vive la lutte des masses marocaines !

LE 23 MARS 1965, LES MASSES LABORIEUSES MAROCAINES SE SONT SOULEVÉES POUR EXPRIMER LEUR COLÈRE DEVANT LES CONSÉQUENCES CATASTROPHIQUES DU PROCESSUS D'EXPROPRIATION, DE PAUPÉRISATION, D'EXPLOITATION ET DE RÉPRESSION QUI A ÉTÉ INAUGURÉ AU MAROC AU DÉBUT DES ANNÉES 60, PRESSION INSUPPORTABLE SUR LA PAYSANNERIE LABORIEUSE PAR L'AUGMENTATION DES IMPÔTS DIRECTS ET INDIRECTS EN VUE D'INDEMNISER LES COLONS FRANÇAIS ET D'ASSURER LE COÛT ÉLEVÉ DES INVESTISSEMENTS DE L'ÉTAT QUI ONT SURTOUT PERMIS L'ÉMERGENCE ET LA CONSOLIDATION D'UNE BOURGEOISIE AGRAIRE LIÉE PAR MILLE FILS AU POUVOIR EN PLACE, EXPROPRIATION VIOLENTE DE LA PETITE PAYSANNERIE SOUS PRÉTEXTE DU "REMEMBREMENT DES TERRES", EXODE RURAL ET ACCROISSEMENT DU CHÔMAGE (27 % DE LA POPULATION ACTIVE MASCULINE ÉTAIT SANS TRAVAIL EN 1960), AUGMENTATION VERTIGINEUSE DU COÛT DE LA VIE, BLOCAGE DES SALAIRES, LICENCIEMENTS EN MASSE, SOUS-SCOLARISATION FLAGRANTE DES ENFANTS ISSUS DES COUCHES POPULAIRES.

Pendant ce temps, l'Etat en place se blindait pour se prémunir contre les explosions sociales. Des Brigades Légères (sic!) de Sécurité (BLS) ont été mises sur pied en vue de réprimer les luttes urbaines. Malgré l'absence d'organisations de masse ayant pour but de défendre les conditions de vie et de travail des larges masses exploitées, malgré l'enlèvement des partis politiques existants dans le jeu parlementaire et la "légalité constitutionnelle", les masses n'ont pas hésité à se soulever contre ce système d'exploitation et d'oppression auquel elles étaient confrontées : installation de barricades à Casablanca, attaque de la prison centrale, des commissariats et des banques, etc.

La détermination et l'esprit de sacrifice dont les masses marocaines ont fait preuve ce jour-là furent exemplaires. La répression sauvage par laquelle l'Etat a répondu aux revendications légitimes des masses est à l'image de la peur qu'inspire aux classes dominantes le mouvement des masses, même quand celui-ci n'est pas encore suffisamment préparé et organisé. Le courage de nos frères tombés ce jour-là - il y a eu environ 1000 tués - restera toujours gravé dans notre mémoire pour raviver la haine de classe que nous avons à l'égard des exploiters et de leur Etat.

Cependant, l'ardeur et la générosité du mouvement des masses ne suffiront pas à elles seules à venir à bout d'un adversaire acharné à préserver ses privilèges et qui compte largement sur l'appui logistique de ses maîtres impérialistes (France, USA). Les militants d'avant-garde et les révolutionnaires sincères ne doivent pas oublier que l'attitude de la soi-disant "opposition" marocaine a été et reste dans les faits un véritable sabotage de la lutte des masses travailleuses. Même la monarchie ne les a jamais mis en cause lors du soulèvement populaire du 23 mars.

Quant à l'UMT (dans laquelle les bureaucrates de l'actuelle CDT avaient des postes de responsabilité), elle s'était contentée de lancer un mot d'ordre de grève générale de 24 heures sur lequel elle est revenue le jour-même à 11 heures pour le remplacer par un mot d'ordre de grèves localisées et tournantes.

La tâche de tous ceux qui veulent se mettre au service de la lutte des masses n'est pas seulement de contribuer à la prise de conscience des masses, de les organiser sur le terrain de la lutte immédiate autour des revendications économiques et sociales et des libertés politiques et syndicales. Elle consiste aussi à mettre en garde les masses contre ceux qui prétendent les représenter comme le PPS et l'USFP et les bureaucraties syndicales UMT et CDT alors que dans la pratique ces forces-là s'acharnent à priver les travailleurs de leur force collective en limitant l'envergure des luttes sociales dans le temps (grèves-bidon de 24H) et dans l'espace (grèves tournantes par secteurs, par localités, etc).

En essayant de détourner les masses de leurs véritables problèmes par la participation à l'"Union sacrée" autour de la monarchie sous prétexte de "parachever l'unité territoriale du pays". En orientant les masses vers la politique du "dialogue social" et de la collaboration de classes sous prétexte de ne pas compromettre le soi-disant "processus démocratique" au moment même où les luttes récentes de ces derniers mois tant dans les entreprises, dans les campagnes que dans les universités, ont montré clairement que la répression systématique demeure le lot quotidien des masses marocaines et que les libertés politiques et syndicales les plus élémentaires sont bafouées.

Les problèmes et les contradictions dont la maturation a provoqué le soulèvement populaire du 23 mars 1965 demeurent toujours. Bien plus, le front de la

lutte révolutionnaire contre l'oppression s'est élargi au Maroc. La lutte courageuse des masses sahraouis contre la guerre et le génocide entrepris par la monarchie marocaine avec le feu vert et le soutien de l'impérialisme français a créé un nouveau foyer de tension avec lequel les classes dominantes doivent compter. Les masses sahraouis sont de ce point de vue un allié objectif du prolétariat et des masses marocaines. Pour cela, les travailleurs conscients de leurs intérêts de classe et les militants révolutionnaires doivent tourner le dos aux appels des partis qui se sont mis au service de la monarchie croyant faire preuve de "patriotisme révolutionnaire"... à l'ombre des "mirages" français et des "cobras" américains. Les travailleurs et les révolutionnaires sincères n'ont rien à attendre de cette soi-disant lutte "anti-impérialiste" à l'odeur de napalm et de phosphore !

Les problèmes que vivent quotidiennement dans leur chair les masses marocaines ne peuvent être surmontés tant que cette société fondée sur l'exploitation et l'oppression reste sur pied, tant que l'Etat qui est là pour défendre les intérêts des classes dominantes n'est pas détruit. La lutte des masses, en se développant, aboutira nécessairement sur des affrontements violents avec l'Etat en place. Aux militants combattifs, à tous ceux qui ont à cœur la cause des ouvriers, des exploités et des opprimés, d'organiser leurs frères, indépendamment des appareils réformistes dont le pacifisme n'em pêchera jamais l'Etat en place d'emprisonner, de torturer, d'envoyer sa police et son armée contre les masses en révolte, mais au contraire ne fera que désarmer politiquement et physiquement les masses qui ont cruellement besoin aujourd'hui d'un pôle d'orientation, de regroupement et d'organisation sur des bases de classe, en dehors de l'influence paralysante des idéologies et des pratiques bourgeoises et petites-bourgeoises.

- VIVE LA LUTTE COURAGEUSE DES MASSES LABORIEUSES MAROCAINES !
- VIVE L'ORGANISATION INDEPENDANTE DE LA CLASSE OUVRIERE !
- A BAS L'"UNION SACREE" PRONEE PAR LES CHAMPIONS DU CHAUVINISME ET DE LA COLLABORATION DE CLASSES !
- VIVE L'UNITE DES OUVRIERS ET DES EXPLOITEES DU MAGHREB PARDESSUS LES DIVISIONS QUE LES BOURGEOISIES MAROCAINE ET ALGERIENNE TENTENT D'INSTAURER DANS LA REGION !
- VIVE LE PARTI REVOLUTIONNAIRE DE LA CLASSE OUVRIERE FONDE SUR LA DOCTRINE ET LE PROGRAMME DE MARX ET LENINE !

le 21 mars 1981

Parti Communiste International

Nous sommes tous des prolétaires polonais!

L'ordre impérialiste mondial est au chevet de la Pologne malade. Financiers et généraux, diplomates et bonzes syndicaux, prêtres et politiciens, libéraux et faux socialistes, tous ces médecins veillent au grand complet. Ils mêlent leurs avis, discussions et disputes aux plaintes du malade.

La crise capitaliste internationale s'est engouffrée dans les mailles du "rideau de fer". Elle a foulé aux pieds tous les mythes du "socialisme réel", de la "planification centralisée" et autres mensonges destinés à peindre aux couleurs "ouvrières" l'exploitation capitaliste féroce.

La Pologne doit aujourd'hui 27 milliards de dollars aux banquiers occidentaux et au moins 6 aux banquiers russes. Elle se trouve pratiquement en cessation de paiement, et réclame plus de 7 milliards tout de suite, simplement pour éviter la famine et l'effondrement total de l'économie. Mais la bonne règle du jeu, "suppose (comme le signale cyniquement *Le Monde* du 28/3) que le prêteur ait des assurances raisonnables que son débiteur pourra le rembourser, et donc que ce dernier procède aux réformes nécessaires et retrouve un climat d'apaisement permettant la reprise de l'activité"...

Tous les médecins sont d'accords sur un point : la Pologne bourgeoise ne peut se relever que si on remet la classe ouvrière au travail. Il n'y a pas de mystère.

L'alliance du gouvernement polonais avec le syndicat "*Solidarité*", qui prétend défendre les travailleurs mais qui, en fait, cherche des compromis avec la bourgeoisie, permettra-t-elle de persuader les ouvriers de reculer sur l'essentiel des revendications matérielles moyennant quelques bonnes paroles démocratiques ?

L'impérialisme russe qui ne croit visiblement pas à la méthode douce et qui la craint d'autant plus qu'elle est prônée par des forces pro-occidentales, semble "exercer une pression sur les dirigeants polonais pour qu'ils reprennent le contrôle de la situation par le moyen de mesures de force, sans faire, cette fois, la moindre concession à "*Solidarité*" " selon l'*International Herald Tribune* des 28-29 mars.

Pour les impérialismes européens réunis à Maestrich, toute solution est bonne pour en finir et "leurs avertissements continuent de viser surtout la menace d'une intervention soviétique" (*Le Monde* du 28 mars). L'impérialisme américain ne croit pas, pour sa part à une intervention russe, bien qu'il ait affirmé que

les réalités historiques étant ce qu'elles sont, il ne bougerait pas le petit doigt dans une telle éventualité. "Je m'attends à une répression interne" a affirmé le général Haig, ajoutant : "Toute répression interne majeure provoquerait des combats et vous savez ce qui s'en suivrait" (*Le Figaro* des 28-29 mars).

Si on peut éviter la répression frontale et massive, donc, tant mieux pour les bourgeois ; car elle risquerait d'ouvrir trop tôt les yeux à la classe ouvrière du monde entier et de pousser les prolétaires d'avant-garde à envisager la lutte contre l'offensive capitaliste de manière plus radicale.

Les occidentaux sont les seuls à pouvoir "aider" économiquement la Pologne. Mais, grondent les Russes : surtout n'en profitez pas pour lui mettre le fil à la patte et amener le malade avec vous dès qu'il pourra marcher : son corps nous appartient !

Les Russes sont sans doute les seuls à pouvoir parer à une défaillance de la bourgeoisie polonaise, soit qu'elle ne parvienne pas à se décider ouvertement pour une politique ou une autre, soit qu'elle se sente débordée par des réactions ouvrières. Mais en avertissant les médecins occidentaux : attention de ne pas aller au delà de ce qui est strictement nécessaire au rétablissement de l'ordre capitaliste ; et surtout ne cherchez pas à tirer avantage de votre rôle pour nous éliminer : nous vous le ferions payer très cher, pas en Pologne, naturellement, car il faut bien que quelqu'un fasse le sale boulot, mais en Afghanistan ou ailleurs...

Pour la classe ouvrière, le résultat de l'une ou l'autre politique, celle des sacrifices consentis ou celle des sacrifices imposés, est identique, qu'il s'agisse de sacrifices pour rendre l'appareil productif plus compétitif (on sait ce que cela veut dire) ou pour rembourser la dette étrangère. Bref, sacrifices sur toute la ligne : Si la Pologne se rétablissait cela voudrait dire que la classe ouvrière y a laissé sa peau !

Mais comment refuser ces sacrifices ? Arrivés au point où nous en sommes, c'est-à-dire au point où la lutte de résistance

ouvrière accentue encore la faillite économique, l'alternative historique ouverte est : ou rétablissement de l'ordre bourgeois, ou renversement du capitalisme. En effet, l'opposition de la classe ouvrière à la politique d'austérité de la bourgeoisie polonaise est arrivée au point où celle-ci, endettée jusqu'au cou, est amenée soit à répondre aux exigences des ouvriers et à accuser par là sa faillite économique, soit à s'opposer violemment aux revendications ouvrières avec l'aide de l'impérialisme russe. La question qui se pose alors au prolétariat polonais est d'ordre politique. Par la dynamique de sa lutte de classe il est amené, pour défendre ses intérêts revendications, à affronter sérieusement l'appareil d'Etat bourgeois. Or, pour affronter sérieusement l'Etat, le prolétariat doit disposer d'organisations véritablement classistes et d'un parti communiste révolutionnaire qui puisse lui assurer l'unité de direction et d'action indispensable.

Quelle que soit l'hypothèse qui va se réaliser dans l'immédiat, il reste indispensable que les travailleurs combattifs qui repousseront instinctivement la politique de compromis et de marchandage suivie par la direction du syndicat "*Solidarité*", qui cherche toujours à reporter les grèves malgré la pression très forte de la base ouvrière, gardent un minimum de liaison et d'organisation, clandestinement s'il faut au cas où une répression vienne à s'abattre sur le mouvement ouvrier. Ceux parmi les travailleurs combattifs qui sont déjà conscients de l'enjeu politique de la bataille qui les oppose à la bourgeoisie et des manœuvres hypocrites de la direction de "*Solidarité*", ont pour devoir de renouer avec la tradition politique du mouvement ouvrier et communiste véritable, pour contribuer à mettre sur pied en Pologne la section du parti de la révolution communiste mondiale qui reste à construire, et dont les prolétaires polonais en particulier ressentent cruellement le besoin aujourd'hui.

La menace la plus grande pèse sur les ouvriers polonais, particulièrement ceux qui resteront sourds au chant des sirènes réformistes et démocratiques. La manière de lutter ici pour l'immédiat est de jurer qu'on ne touchera pas un seul cheveu de nos frères de classe sans réaction, de proclamer dans les faits que leurs ennemis sont les nôtres, et que toutes les bourgeoisies seraient considérées comme solidairement responsables !

Sur la tentative de putsch en Espagne

Bien que la tentative de coup d'Etat militaire en Espagne ne soit apparue que par les interventions du Lieutenant Colonel Tejero et du Général Milans Bosch, il est inutile de démontrer qu'elle a des ramifications dans tout l'Etat. C'est un fait que la presse bourgeoise a mis en relief. La tentative comptait sur la participation active de vastes secteurs parmi les officiers et pas seulement à Carthagène et à Murcia, mais aussi à Saragosse, Valladolid, La Coruna et Madrid, et dans l'Etat Major de l'armée. Inutile d'espérer que l'Etat lui-même éclaircisse publiquement tous les aspects d'un "putsch" qu'une bonne partie de la hiérarchie militaire réclamait visiblement depuis le début de février. Cet échec apporte néanmoins des confirmations importantes que le prolétariat ne doit pas laisser tomber dans l'oubli.

Bien sûr, pour les milieux bourgeois les plus éclairés, le coup d'Etat militaire est aujourd'hui prématuré, puisque la démocratie a réussi jusqu'à présent dans les grandes lignes, à maintenir les affrontements sociaux à l'intérieur des limites acceptables par la classe dominante. Le "désenchantement" envers la démocratie de la part des masses travailleuses ne s'est pas encore traduit en une volonté active et organisée de lutte. C'est pourquoi *El País* du 24-2-1981 pouvait écrire : "Selon certains milieux financiers rien ne peut justifier le coup d'Etat". De là la réaction de la monarchie qui refusa de prendre la tête du coup d'Etat parce qu'elle le considérait aujourd'hui comme superflu. De là la réaction d'un secteur des Forces armées, exprimée dans la déclaration du Général Galmes, chef de la 4e région militaire (Barcelone) : "Les événements de ces derniers jours ne doivent pouvoir se reproduire que si la Patrie le demande et, naturellement, la Patrie ne nous le demandera que dans les situations véritablement exceptionnelles" (*El País*, 26-2-81).

Mais le fait que ce soit la monarchie qui ait pris l'initiative de sauver la continuité démocratique du régime montre bien que la démocratie elle-même n'a été et n'est que la feuille de vigne d'une dictature bourgeoise dont les ressorts décisifs sont, en dernière instance, toujours les mêmes forces réelles. C'est pour cette raison que la démocratie n'a pas été et ne sera jamais un rempart contre un coup d'Etat militaire, sinon par le fait même que sa politique anti-prolétarienne de soumission "volontaire" des masses ouvrières au diktat de la classe capitaliste rend superflue l'application du despotisme bourgeois par la force des armes. Pour dire en deux mots ce que nous n'avons jamais cessé de répéter et que l'histoire confirme tous les jours : la survie de la démocratie dépend fondamentalement de la volonté de la classe dominante.

Mais l'échec de ce complot de caserne représente en même temps

une véritable répétition générale pour tous les secteurs politiques et militaires de la classe capitaliste. Le coup d'Etat de juillet 36 avait suscité une révolte généralisée du prolétariat, qui avait fait reculer les franchistes dans les centres décisifs du pays. Aujourd'hui, du moins pour l'instant, la bourgeoisie peut dormir beaucoup plus tranquille : un soulèvement militaire ne provoquerait apparemment aucune réaction de masse de caractère insurrectionnel. Non parce que la social-démocratie et le stalinisme n'auraient pas appelé à la grève générale et insurrectionnelle, puisqu'ils n'ont pas appelé non plus en 1936, mais parce qu'il n'existe plus aujourd'hui, comme il existait alors, une tradition de lutte qui, malgré toutes ses lacunes et ses orientations anarchistes, se situait résolument sur le terrain de la violence révolutionnaire et de l'action directe.

Dans la nuit du 23 au 24 février, les Commissions ouvrières et l'UGT "on fait appel au calme des travailleurs comme de tous les citoyens et ont réaffirmé leur appui total au roi, au parlement, au gouvernement et à toutes les institutions démocratiques" (*El País*, 24-2-81), laissant ainsi le prolétariat au bon vouloir de ses ennemis de classe. La seule chose que firent ces laquais et les partis "ouvriers" officiels fut d'appeler le 25 février, soit 2 jours après le coup d'Etat manqué, à une manifestation pour le 27 pour la défense de l'ordre, conjointement au parti gouvernemental et à l'Alliance Populaire.

Le développement tourmenté de la crise mondiale du capitalisme l'accentuation des antagonismes de classe, le fossé grandissant entre la démocratie bourgeoise et les masses exploitées, et le risque d'explosion généralisée des conflits sociaux, pousseront de plus en plus la bourgeoisie à passer à l'offensive sous toutes ses formes, à accroître la militarisation du pays, déjà importante au pays Basque.

Pour faire front à cette inévitable offensive bourgeoise, la classe ouvrière n'a pas d'autre solution que d'intensifier sa lutte et son organisation de classe indépendante. Aux Communistes révolutionnaires aussi d'intensifier leur travail de préparation révolutionnaire.

MANIFESTE DU PARTI

(suite de lap. 3)

la position du parti face aux grandes tendances de l'impérialisme, on décrit les tâches de la révolution communiste (insurrection et dictature) et on précise le caractère de l'Etat prolétarien et les objectifs de la transformation communiste de la société, en s'attachant à les traduire dans le langage de la révolution à l'époque de l'impérialisme sénile de la fin du XXe siècle.

Vient ensuite l'énumération des grandes orientations d'action du parti à l'échelle internationale. Il s'agit seulement de définir les grands axes de l'intervention du parti dans les luttes ouvrières. Ces axes pourront être précisés ultérieurement avec la participation aux luttes. Surtout, ils devront être mis en pratique jusqu'à un certain degré et à une échelle suffisamment vaste, pour que le parti puisse en tirer un "programme d'action" du

type de celui présenté par le PC d'Italie au IVE Congrès de l'IC, c'est-à-dire un ensemble cohérent et systématique de directives d'action pour la lutte immédiate, ce qui est en outre impossible à faire dans un texte qui, comme le "manifeste" présente avant tout un caractère de vulgarisation et d'orientation.

**LISEZ
LE PROLETAIRE
BIMENSUEL**

LES FEDAYINS IRANIENS

Or, sous prétexte que l'impérialisme profiterait d'une situation de guerre civile en Iran, les Fedayins sont arrivés à écarteler la solution révolutionnaire d'une nouvelle insurrection pour n'envisager qu' "un gouvernement de coalition nationale qui peut sortir le pays de l'ornière". (idem). Une situation où les masses se mettent en mouvement, les armes à la main, contre l'ordre social existant, pourrait-elle être plus "profitable" à l'impérialisme qu'une situation où les masses se laissent bercer d'illusions par la petite bourgeoisie traditionnelle regroupée autour du clergé chiite ? L'attitude politique que prendront par la suite les Fedayins vis-à-vis de l'Etat en place, montre que loin d'hésiter seulement devant les tâches de préparation d'une nouvelle insurrection révolutionnaire, cette organisation n'y songe même pas et développe une conception de la révolution totalement étrangère au marxisme. Si on suit bien les tenants de cette conception "étapiste", l'Iran se rait actuellement le théâtre d'une lutte anti-impérialiste à laquelle le prolétariat doit subordonner sa lutte de classe en soutenant toutes les mesures "anti-impérialistes" prises par le régime issu de l'insurrection de février 1979.

L'évolution de plus en plus droitiste et suiviste de cette organisation vis-à-vis de la politique extérieure de l'Etat iranien qualifié d'"anti-impérialiste", n'a pas manqué de susciter des remous en son sein. Plusieurs scissions ont eu lieu au sein de cette organisation dont la plus importante est celle qui en fin juin l'a coupée en deux : AXARIATE (majorité) et AGHALIAT (minorité). Et comment en serait-il autrement quand on sait que la coalition chiite-libérale qualifiée aujourd'hui d'"anti-impérialiste" a tout fait, dès son arrivée au pouvoir, pour empêcher la destruction des institutions de l'ancien régime construites sous l'oeil bienveillant et avec le concours logistique de l'impérialisme américain, pour reconstituer rapidement les départements bureaucratiques, policiers et militaires qui ont été endommagés par l'action des masses insurgées, pour défendre la propriété privée déclarée "sacrée et inviolable", pour protéger les capitalistes et les propriétaires terriens contre la colère des travailleurs et des paysans pauvres, pour limiter les libertés d'expression et de mouvement aux masses exploitées, pour écraser les femmes sous le poids des traditions islamiques rétrogrades et pour organiser et lancer des "bandes noires" contre les ouvriers et les chômeurs en lutte et contre les minorités nationales opprimées en révolte ?

La crise qui affecte l'organisation des Fedayins exprime donc son incapacité à répondre aux questions brûlantes qui se posent en Iran notamment celles ayant trait à la nature de classe de l'Etat en place et au fossé grandissant qui sépare celui-ci des masses déçues et trompées dans leur générosité révolutionnaire. La scission des Fedayins-Aghaliat est le produit du mécontentement qu'une partie de la base sociale de cette organisation n'a cessé d'exprimer contre le suivisme de plus en plus éhonté du Comité Central de l'O.G.F.P.I. vis-à-vis de l'Etat en place. Il suffit pour s'en convaincre de lire ce passage où les Fedayins-Aghaliat expliquent les facteurs matériels qui les ont poussés à entrer en conflit avec la ligne suivie par le Comité Central et à s'en détacher : "Le régime au pouvoir a montré dans la pratique qu'il ne veut ni ne peut satisfaire les besoins et les revendications justes des masses? Avec chaque jour qui passe, une importante partie des masses de par son expérience et sa pratique quotidienne se rend compte de plus en plus que le pouvoir ne va pas dans le sens de la réalisation de leurs revendications, de leurs besoins, de leurs aspirations et de leurs espoirs. Donc au fur et à mesure elle s'éloigne du pouvoir et il arrive même qu'elle s'y oppose ouvertement" (2).

Les Fedayins-Axariate ont par contre gardé la position droitiste suivie par le Comité Central de cette organisation depuis la chute du Chah. Ils considèrent que c'est la petite-bourgeoisie traditionnelle qui est au pouvoir ce qui signifie dans leur langage que le règne politique de la bourgeoisie iranienne a fini avec la chute du Chah. Voici comment ils se démarquent à la fois des révisionnistes made in Moscou du parti Toudeh, et de la minorité "gauchiste" : "L'opportunisme de droite fait prévaloir seulement l'aspect anti-impérialiste de la petite-bourgeoisie et ignore ses côtés rétrogrades, anti-démocratique et anti-communiste... Par contre, l'opportunisme de gauche, ignorant l'aspect anti-impérialiste et en ne considérant que les côtés anti-démocratique et rétrograde de la petite-bourgeoisie, abaisse les luttes sociales de celle-ci..." (3). Ainsi pour les Fedayins-Axariate : "La petite-bourgeoisie... est dualiste... Le grand capital met en danger sa position sociale en tant que partie indépendante de la société. Effrayée par cette chute, elle entre en lutte contre l'impérialisme et le grand capital, et joue un rôle progressiste et révolutionnaire dans le mouvement anti-impérialiste" (idem).

NOUS AVONS DÉJÀ, EU L'OCCASION DE MONTRER QUE LA "RÉVOLUTION ISLAMIQUE" EN IRAN N'A PAS SUBSTANTIELLEMENT MODIFIÉ L'APPAREIL D'ÉTAT EN PLACE, MAIS AU CONTRAIRE S'EST CONTENTÉE D'EN CHANGER LA TÊTE, LA PURGE DE QUELQUES GÉNÉRAUX ÂGÉS A ÉVIDEMMENT LAISSÉ INTACTE L'ANCIENNE HIÉRARCHIE MILITAIRE QUI CONSTITUAIT MÊME SELON LES FEDAYINS "LE PRINCIPAL OBSTACLE DEVANT LA CONTINUITÉ DE LA RÉVOLUTION JUSQU'À LA VICTOIRE FINALE" (1), GROUPE GUÉRILLÉRISTE ÉPROUVÉ DANS LA LUTTE ARMÉE CONTRE L'ARMÉE DU CHAH, LES FEDAYINS AVAIENT POSÉ AU LENDEMAIN DE L'INSURRECTION DE FÉVRIER 79,

Ainsi, les Fedayins-Axariate soutiennent précisément le côté rétrograde de la petite-bourgeoisie c'est-à-dire la résistance économique désespérée de la petite production contre la grande industrie. C'est là pour le moins une manière curieuse d'appliquer le marxisme révolutionnaire qui n'hésitait pas à affirmer dès le Manifeste du Parti communiste de 1848 : "Les classes moyennes, le petit industriel, le petit marchand, l'artisan, le paysan, tous combattent la bourgeoisie pour sauver du déclin leur existence de classe moyenne. Elles ne sont pas révolutionnaires mais conservatrices. Bien plus, elles sont réactionnaires, elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles deviennent révolutionnaires, c'est qu'elles sont sur le point de passer au prolétariat ; elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels. Elles abandonnent leur point de vue propre pour adopter celui du prolétariat." (4)

En se cachant derrière l'argument de la "dualité" de la petite bourgeoisie, les Fedayins-Axariate appellent donc le prolétariat à soutenir d'une part l'"anti-impérialisme" de façade du pouvoir d'Etat en place et d'autre part les illusions réactionnaires de la petite-bourgeoisie sur le plan des relations économiques internationales. (protectionnisme contre les multinationales, contrôle du Capital étranger etc.). C'est donc en toute

(1) Voir l'article "Le programme des "Fedayins" iraniens ou les limites du démocratisme" paru dans Programme Communiste n° 81-décembre 1979.

(2) Recueil d'articles de Kar-Aghaliat Août 1980- p.13

(3) Recueil d'articles de Kar-Axariate Août 1980-p.4

(4) MARX-ENGELS "Le manifeste du parti communiste" collection 10/18-pp.31-32

A L'ÉPREUVE DES FAITS

À JUSTE TITRE, LE PROBLÈME D'UNE "NOUVELLE ARMÉE", MAIS ILS SE SONT BIEN GARDÉS DE RECONNAÎTRE, COMME L'ATTESTENT LE MARXISME RÉVOLUTIONNAIRE ET L'EXPÉRIENCE DE LA RÉVOLUTION RUSSE, QU'UNE "NOUVELLE ARMÉE" NE POURRAIT NAÎTRE QUE D'UNE NOUVELLE INSURRECTION ALLANT JUSQU'À LA DESTRUCTION RADICALE DE L'APPAREIL D'ÉTAT EN PLACE ET DONC DE L'ACTUELLE HIÉRARCHIE MILITAIRE, CE QUI SUPPOSE BIEN ÉVIDEMMENT QUE LE PROLÉTARIAT AGISSE COMME CLASSE INDÉPENDANTE SOUS LA DIRECTION D'UN VÉRITABLE PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE.

logique qu'ils ont marché dans la guerre réactionnaire qui a opposé l'Iran et l'Irak sous prétexte que celui-ci aurait envahi l'Iran sous l'injonction de l'impérialisme américain afin de stabiliser la "révolution islamique" iranienne. Il n'est donc pas étonnant dans ces conditions que les Fedayins-Aghaliat reprochent à la majorité : "Le Comité Central oublie ce principe fondamental du communisme qui dit que la victoire de la classe ouvrière et des masses laborieuses n'est possible qu'en suivant une politique indépendante du prolétariat et au lieu de se baser sur l'intérêt de classe historique du prolétariat, il est à la recherche d'appui parmi les diverses fractions au pouvoir" (5).

Pour les Fedayins-Aghaliat : "Le pouvoir actuel... est un organe de compromis" composé des représentants des différentes fractions de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie" (idem, p.14), ce qui les amène à conclure : "La tâche des forces révolutionnaires n'est pas de favoriser ou de défendre ce pouvoir ou l'une de ses fractions ni d'essayer d'aller dans le sens de sa stabilisation mais de le dénoncer dans son ensemble" (idem, p. 23). Ainsi les Fedayins-Aghaliat sont arrivés jusqu'à dénoncer, parallèlement au groupe PEYKAR, la nature réactionnaire de la guerre Iran-Irak.

Cependant, s'il est vrai que les Fedayins-Aghaliat ont fait preuve d'un sens politique indéniable qui les a amenés à exprimer, même partiellement, le besoin réel de se démarquer des couches supérieures de la petite bourgeoisie au pouvoir, il ne reste pas moins vrai que leur étroitesse du point de vue programmatique est loin d'aider les militants combattifs à se démarquer complètement de la démocratie petite-bourgeoise. En effet, les prises de position parfois très courageuses des Fedayins-Aghaliat, tant vis-à-vis de l'Etat en place que vis-à-vis de l'op-

portunisme du parti "Toudeh" et de l' "Axariat", notamment dans la question de la guerre, ne peuvent cacher le fait essentiel qu'ils ne sont jamais arrivés à se débarrasser de la vision anti-impérialiste petite-bourgeoise qui leur permet dans le meilleur des cas de se présenter non pas comme le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, mais plutôt comme l'aile la plus radicale de la démocratie petite-bourgeoise.

Sur le plan économique, pour le marxisme révolutionnaire, loin d'atténuer les inégalités et les contradictions de l'économie mondiale, l'impérialisme ne fait que les renforcer. "Le Capitalisme financier et les trusts n'affaiblissent pas, mais renforcent les différences entre le rythme de développement des divers éléments de l'économie mondiale" (6). Pour les Fedayins-Aghaliat par contre, le prolétariat doit lutter - sur le terrain des relations internationales actuelles caractérisées précisément par la domination du Capital financier et de l'impérialisme - contre le "Capitalisme dépendant" comme si l'"égalité des nations" et l'"indépendance économique" étaient autre chose qu'un rêve petit-bourgeois impossible à réaliser sur le terrain du capitalisme, et qui devient absurde sous le communisme dans la mesure où celui-ci aura dépassé toute "économie nationale" pour fonder l'activité économique et sociale de l'humanité dans un seul tissu collectif à l'échelle de toute la planète.

Par ailleurs, même dans une période historique où la révolution démocratique est à l'ordre du jour, le parti du prolétariat a pour devoir de subordonner la lutte pour la déprocratie - c'est à dire pour la destruction du système féodal ou colonial - à la lutte de classe prolétarienne et à sa propre stratégie de "révolution en permanence" jusqu'à la prise du pouvoir par le prolétariat comme l'expliquait déjà Marx dans son adresse à la Ligue des communistes de mars 1850. De l'exigence prolétarienne juste de la lutte pour arracher et sauvegarder les libertés politiques et syndicales dont les masses ont besoin pour s'organiser à vaste échelle, les Fedayins-Aghaliat tirent par contre la conclusion que le prolétariat doit lutter pour instaurer la démocratie : "Les Fedats s'orientent vers la formation d'un véritable parti de la classe ouvrière en considérant que seul ce parti peut arrêter la domination impérialiste et former une république démocratique et populaire". (idem, p.44). Bien qu'ils reprochent à l'Axariat de vouloir mettre le prolétariat à la remorque de la petite-bourgeoisie, les Fedayins-Aghaliat subordonnent à

leur tour la lutte de classe du prolétariat à la lutte pour l'instauration d'une "république démocratique et populaire". En enfermant le prolétariat dans cet horizon, même dans le cas où la société iranienne aurait encore besoin d'une révolution démocratique, les Fedayins-Aghaliat retardent le jour où la classe ouvrière devra passer au stade de la lutte contre la bourgeoisie, et tournent le dos à la préparation des conditions politiques du passage à ce second stade.

Mais aujourd'hui, de larges fractions de la petite-bourgeoisie ont montré pratiquement, en se rangeant derrière le parti de l'Ordre et de la répression des masses, qu'elles ont épuisé toutes leurs potentialités révolutionnaires, laissant ainsi au prolétariat la mission de se mettre à la tête des masses semi-prolétariennes et paysannes pauvres, pour renverser tout l'ordre social existant. Dans ces conditions même la version la plus extrémiste de la conception démocratico-populiste, en l'occurrence celle des Fedayins-Aghaliat, devient une entrave à l'organisation du prolétariat sur une base de classe et à l'adhésion des militants révolutionnaires au marxisme véritable (7).

les militants combattifs qui veulent combattre de manière conséquente l'opportunisme droitier du parti "Toudeh" et de l'Axariat qui fait le jeu des fractions bourgeoises et petites-bourgeoises au pouvoir, les militants qui ne veulent pas non plus

(suite p. 22)

(5) Recueil d'articles de Kar-Aghaliat Août 1980 p;5

(6) LENINE "L'impérialisme stade suprême du capitalisme" éditions sociales, Paris 1971 - pp.135 / 136

(7) Cela dans la meilleure hypothèse. Dans la pire, on trouve la position d'un autre groupe dissident de l'Organisation des Fedayins, RAHE-KAGAR (la Voie ouvrière), qui part des mêmes prémisses mais aboutit cependant à un suivisme honteux vis-à-vis du régime en place. Il avoue en effet, selon Kar-Axariat d'août 1980 : "Tout en ne considérant pas le régime actuel de l'Iran comme populaire et tout en croyant qu'il va dans le sens de la réorganisation du capitalisme dépendant, nous croyons que si jamais il est question d'un retour au régime royal ou d'une intervention directe de l'impérialisme (coup d'Etat militaire ou autre), toutes les forces progressistes et révolutionnaires doivent se mettre du côté de ce même régime actuel et empêcher de toutes leurs forces cette catastrophe".

Pour une véritable solidarité avec les victimes de la répression bourgeoise

Nous avons reçu de l'OSTA (IVème Internationale-Comité International), une lettre datée du 5 mars qui rappelle que cette organisation a informé ses lecteurs au sujet de nos camarades emprisonnés en Algérie. Nous nous félicitons de ce geste de solidarité. Cependant, l'OST, dans sa ligne trotskyste, nous propose "une large mobilisation des organisations se réclamant de la classe ouvrière et des libertés démocratiques". Nous publions ici la réponse que nous avons adressée à l'OSTA.

Camarades,

Nous vous remercions pour avoir fait circuler dans votre presse l'information sur nos camarades et contacts emprisonnés à Blida.

Pour nous, la solidarité avec les victimes de la répression bourgeoise ne doit souffrir d'aucun préalable politique ou idéologique. Elle doit être ouverte à tout militant exprimant le besoin d'apporter une solidarité concrète à tous ceux que l'Etat bourgeois a pris en otages. C'est pourquoi nous pensons qu'il est plus correct que cette solidarité concrète soit prise en charge par des organismes ouverts comme le "Secours Rouge" des années 20, etc, ce qui permet de lui donner la base la plus large et de vaincre aussi la méfiance des travailleurs qui ont des réticences à s'engager avec tel ou tel groupe politique en particulier.

Si nous sommes donc d'accord pour engager avec tous les militants qui en expriment le besoin, la mobilisation la plus large pour arracher des griffes de la bourgeoisie algérienne les emprisonnés de Blida, nous nous faisons par contre aucune illusion sur ce que vous appelez "les organisations se réclamant de la

(suite de la p. 21)

tomber dans l'opportunisme honnête des groupes style RAHE KAGAR qui attendent l'occasion propice pour se mettre au service de l'Etat en place, tous les révolutionnaires qui désirent répondre de la façon la plus juste aux besoins et aux questions des masses en lutte auront à affronter pratiquement des obstacles politiques que même l'aile la plus extrémiste de la démocratie petite-bourgeoise sera incapable de surmonter du fait de l'étroitesse de son horizon programmatique. Aux communistes véritables d'utiliser toutes les brèches et notamment l'incapacité des groupes de la démocratie petite-bourgeoise à répondre aux interrogations légitimes des militants combattifs pour faire entrer dans le mouvement social en effervescence la méthode, les principes et le programme du communisme révolutionnaire plusieurs fois confirmés par l'expérience désolante mais séculaire du prolétariat international en lutte pour s'émanciper des chaînes de l'esclavage capitaliste.

classe ouvrière et des libertés démocratiques" et nous ne sommes pas disposés à trahir la confiance des militants qui nous suivent en les engageant sur le terrain miné d'avance de l'appel aux forces démocratiques bourgeoises ou social-impérialistes (PS-PCF et directions syndicales CGT-CFDT-FO)

Libre à toute organisation politique de donner à la solidarité politique contre la répression bourgeoise l'interprétation et le contenu qui correspondent à ses positions. Nous aussi, nous avons à mener notre campagne politique. Mais pour ce qui de la solidarité concrète envers les militants emprisonnés, nous pensons qu'il est préférable de le faire dans le cadre d'un organisme ouvert à tous les travailleurs et jeunes sans préalable politique et idéologique. Pour cela, nous attirons votre attention sur l'existence de RIPOSTE A LA REPRESSION EN ALGERIE-RIPRA, c/o Librairie Parallèles, 47 rue St Honoré, 75001 Paris-, constitué sur la base de l'adhésion individuelle autour d'objectifs clairs et sans équivoque : popularisation des cas de répression et des luttes contre la répression en Algérie, solidarité et assistance de toute nature aux victimes de la répression bourgeoise. Dans ce cadre, RIPRA a lancé dans les limites de ses possibilités une campagne pour la libération de nos camarades emprisonnés à laquelle nos militants participent et à laquelle nous invitons à participer tous ceux qui veulent concrétiser leur solidarité avec les militants emprisonnés en Algérie.

Nous sommes prêts à vous rencontrer pour discuter de cette proposition.

Salutations Communistes
Parti Communiste International

Mémoire ...

Par sa campagne chauvine et anti-immigrés, le PCF ne fait plus illusion. Le PS est par contre plus hypocrite. Ce n'est pas une raison pour ne pas le combattre. Un exemple? Quant Mitterrand était Garde des Sceaux en 1956, il y avait eu 61 exécutions capitales : 58 contre des militants et sympathisants du FLN, 1 contre un Algérien inculpé de meurtre, et 2 contre des Malgaches.

Correspondance

d'Algérie

Dans le numéro spécial consacré à la condamnation de 5 militants et contacts de notre organisation, nous disions que le verdict de Blida n'arrêtera pas la propagation du marxisme révolutionnaire. Le courrier d'El Oumami à lui seul suffira pour le confirmer. Voici des extraits de la lettre d'un jeune lecteur : "Je suis un algérois, lycéen de 17 ans, et hier, un de mes amis de classe me présente une de vos revues, le numéro 13 consacré au procès de Blida. Ça m'a beaucoup étonné car c'est la première fois depuis qu'on a interdit plusieurs journaux que je voie une revue attaquant aussi librement l'Etat. Je dois vous avouer que, étant un algérien, je ne sais que vaguement ce qui se passe réellement dans mon pays. Pourquoi, l'Etat nous fait taire, nous cache tant de choses? Je me pose beaucoup ce genre de questions, et je crois que c'est le cas de tous les algériens (...) L'année dernière, quand on a fait une grève dans les lycées, les policiers nous frappaient à coups de matraque. Je crois que vous savez tout cela et tout ce qui se passe en Algérie comme au Maroc. Par contre moi, je ne sais pas tout, et c'est pour cela que je voudrais m'abonner à El Oumami..."

Un autre jeune de Kabylie nous écrit : " Je suis lycéen en sciences âgé de 19 ans, profondément attiré par le socialisme scientifique. Malheureusement je n'ai pas pu, en raison de carence documentaire, acquérir ses principes fondamentaux. Dans nos milieux on ne trouve aucun ouvrage et l'on n'anime aucune discussion à ce sujet." Le lecteur nous explique qu'il lui est pratiquement impossible de se procurer les classiques du marxisme de France en raison de la censure et pour des raisons financières. "Ma position de classe est défavorisée, elle ne me permet pas de me procurer des documents par une opération de devises. Je suis "montagnard", fils de chahid. Je poursuis déjà très difficilement mes études. Croyez à ma sincérité. Dans l'attente de vos réponses, je vous remercie vivement par avance. Je salue vos actions révolutionnaires. Fraternellement". Par ailleurs, une lectrice algérienne vient de nous faire part de 24 adresses auxquelles nous pouvons envoyer El Oumami. C'est là un acte de sympathie révolutionnaire qui nous encourage beaucoup à continuer sur la voie que nous nous sommes tracés. Nous remercions nos lecteurs qui nous ont envoyé des coupons-réponse internationaux que nous pouvons échanger contre des timbres. Nous espérons que toutes nos lectrices et tous nos lecteurs trouveront dans El Oumami l'instrument de clarification et de bataille politique indispensable dans la lutte de classes qui s'intensifie en Algérie.

Pour la rédaction.

**AGGRAVATION DE LA CRISE
AU MAROC**

Dans un rapport économique publié par *Jeune Afrique* du 7/1/81 nous pouvons lire : "La situation financière du pays est d'une exceptionnelle gravité. Nous dirons même qu'elle est tragique... Le pays est au bord de la cessation des paiements." En effet, aucun des objectifs principaux du plan triennal n'a été atteint. Inflation, austérité et chômage se développent. On compte plus de 7 millions de "pauvres absolus". Le déficit de la balance commerciale est supérieure à 40%. Le déficit budgétaire atteint le chiffre de... 2,9 milliards de DH.

Pour réduire les déséquilibres financiers tant internes qu'externes, le gouvernement se propose de diminuer le niveau des investissements publics et des importations. Or, cela ne pourra qu'aggraver la situation des masses travailleuses et exploitées : chute de l'activité économique, amplification du déficit budgétaire, diminution du rendement fiscal, d'où appel aux emprunts extérieurs et au prélèvement indirect qui aggrave la paupérisation de la petite paysannerie et précipité son expropriation, sans parler de l'aggravation de la crise sur le plan des variables touchant directement la classe ouvrière : salaires, chômage, hausse des prix.

Bref, le budget de 1981 ne changera rien à la situation économique et sociale terrible qui est faite aux masses laborieuses marocaines. "L'Etat est avant tout un consommateur. Il investit peu et crée rarement" se plaint l'organe de l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP), *Libération* du 6/3/81.

Que les dépenses du palais royal aient atteint en 1980 217,6 millions de DH (on ne connaît pas le chiffre pour 1981), que les secteurs de la Défense et de la Sécurité absorbent 31,1% des dépenses de fonctionnement (4,7 milliards de DH en 81 contre 4,2 milliards en 80) alors que la santé avec 701 millions n'intervient que pour 4,5% cela ne peut que révolter les travailleurs et les jeunes tant soit peu conscients.

Mais ce ne sont pas les "profondes réformes de structures" que propose l'USFP au parlement qui changeront quelque chose. Les masses n'ont à compter que sur leur lutte et leur organisation indépendantes contre tous les plans d'austérité du régime. C'est dans cette lutte que se prépare le mouvement révolutionnaire qui aura à renverser violemment les classes dominantes, condition indispensable pour en finir avec tous les déséquilibres économiques et sociaux inhérents au système capitaliste mondial.

البرجوازية سواء في الحكم او في المعارضة مسرحية التعددية السياسية والتحول الديمقراطي.

من المؤكد ان الوضع السياسي الذي يجابهه البروليتاريين والجماهير المستقلة في تونس هو وضع صعب . فالنضال من اجل انتزاع الحريات السياسية والنقابية من الدولة البرجوازية، والتي لا غنى عنها للحركة العمالية تكتسب في هذه الظروف اهمية هائلة . غير ان هذا لا يبرر بأي حال أن تجرّ نضالات وتضحيات الجماهير لصالح الديمقراطيةين البرجوازيين في مساهمتهم مع النظام .

فالنضال من اجل انتزاع الحريات السياسية والنقابية يربط بصورة وثيقة نضال الطبقة العاملة في معركة دفاعها عن ظروف حياتها وعملها . انه صراع طبقي ينبغي ان يخاض اذا بالاساليب طبقية وعلى ارضية طبقية . مما يستثني عملية وضعها على ارضية ديمقراطية ويستبعد كذلك استخدام الاساليب الديمقراطية والسلمية الخاصة بالتيارات البرجوازية الصغيرة المسالمة والعاجزة .

هذا النضال ينبغي على العكس ان يستخدم لصالحه القوة التي يمنحها رأس المال رغما عنه للطبقة العاملة والتي تتمثل في عددها ومركزتها وموقعها الحاسم في عملية الانتاج . شرط ان تتحد البروليتاريا وتنظم على قاعدة مصالحها طبقية الخاصة .

وينبغي ان يخاض هذا النضال ضمن أفق التدمير الثوري للدولة البرجوازية واقامة ديكتاتورية البروليتاريا بالصلة مع الطبقة العاملة في جميع البلدان .

وهذا ديكتاتورية البروليتاريا يمكنها ان تمنح حركة الطبقة العاملة المسلحة كل حريتها وان تحرم البرجوازيين والمستغلين من كل حرية . لهذا فان البروليتاريا بحاجة الى ان تنظم في حزب مستقل عن الدولة والاحزاب البرجوازية وعن كل عملاء التعاون بين الطبقات . اي ان البروليتاريا بحاجة ان تنظم حول حزبها الطبقي المؤسس على قاعدة الشيوعية الثورية لماركس ولينين .

صدر حديثا في سلسلة
كتراسات الاممي
الكتراس رقم (١) ويتضمن الموضوعات التالية :
* ما هي الاشتراكية :
التناقض التاريخي بين الاشتراكية العلمية والاشتراكية البرجوازية الصغيرة .
* الحزب الشيوعي يتشكل على نفس القواعد في كل البلدان .
* الحزب الشيوعي هو بالضرورة اُممي .
* ما يتميز به حزبنا .

تتمتع بـ ٢٨ : مهزلة تعدد الاحزاب في تونس الاشتراكي، وان بلخوجة الذي تسولى وزارة الداخلية ليس له من منافس من بين من لحقه على رأس اجهزة القمع، في وسائل الارهاب وملاحقة العمال والطلاب . اما عاشور فقد اختار استخدام النضالات العمالية للمساومة مع النظام على كرسي في الحكم ولم يتردد في لحم الحركة العمالية بحجة "صيانة الاقتصاد الوطني" ورفع مطالب "معتدلة وواقعية"!! .
لاشك ان مطالبة هؤلاء السياسيين بادخال "تعديلات ديموقراطية على مؤسسات الجمهورية" لا تخيف بأي شكل النظام البروقيبي . ففسي مناسبة افتتاح المؤتمر الاستثنائي للحزب الاشتراكي الدستوري بالذات في ١٠ ابريل ١٩٨١ أعطى بورقبيبة المؤ "الأخضر لسياسة تعدد الاحزاب . بالتأكيد انها تعددية على الطريقة المغربية لأن بورقبيبة لم ينس تذكر الجميع بأن هذا "التحول الديمقراطي" لن يدخل حيز التطبيق الا عندما "تثبت قوى المجتمع الحية" (يعني قوى المعارضة الطامحين لتولي المناصب الوزارية والبرلمانية) انها على مستوى المسؤولية والواجب الوطني!! .
ان المبادئ التي يرتكز عليها "الميثاق" المطروح هي احترام الدستور، صيانة المصلحة العليا للبلاد، رفض وادانة العنف والصراع الطبقي ورفض كل علاقة مادية او ايدولوجية مع الخارج، وتنص الفقرة الاخيرة أن "شخص بورقبيبة" هو فوق كل النزاعات ولا يسمح بأي حال من سلطته او التقصير في واجب الاحترام والتقدير نحوه .

ان مواقف الاحزاب السياسية في تونس من هذا "التحول الديمقراطي" جاءت لتثبت حقيقة هذه السياسة وهي ذر الرماد في اعين الجماهير وتستير القمع البرجوازي الوحشي الذي تعاني منه يوميا . فقد اعلن الاميين العام للحزب الشيوعي التونسي محمد هرمل انه اجراء "في منتهى الايجابية وهو اعتراف رسمي وقوي بالتعددية السياسية" . (اللوموند ١٢-١٣/٤/٨١) . وقد ابدي كل من مستيري زعيم حركة الديمقراطيين الاشتراكيين ومحمد بالحاج عمر زعيم حركة الوحدة الشعبية ارتياحهم الكامل وكذلك الأمر بالنسبة للتيار الآخر في حركة الوحدة الشعبية الذي بقي امينا لبن صالح مؤسس الحركة ، فقد اشاد بايجابية هذا التحول مطالباً بالعفو العام .

لن يكون من السهل خداع العمال بهذا التحول الديمقراطي المزيف وهذه "التعددية السياسية" المخادعة كذلك لن يصدق العمال الأكاذيب حول "استقلالية" الاتحاد العام التونسي للشغل . فأى تغير قد جرى في اوضاع الجماهير، طالما بقيت مؤسسات الدولة بكل اجهزتها القمعية والبوليسية، مثل فرق الامن العام والجيش، وتختق وتقمع أي صوت عمالي أو طلابي يرتفع، كما حصل منذ مدة قريبة فسي فيقري الماضي ؟

سيلمس ويدرك الشغيلة والطلاب في المدارس والجامعات أن حقيقة نظام القمع والاستعباد لم يتبدل منها شيئا رغم تشدق

ونادي يفتتحها الإخوان .

وقد تجنّد الإخوان للدفاع عن الدستور والقصر والملك فقال حسن البنا " ان الدستور بوجهه واهدافه العامة لا يتناقض مع القرآن من حيث الثوري وتقرير سلطة الأمة وكفالة الحريات وأن ما يحتاج الى تعديل منه يمكن أن يعدل بالطريقة التي رسمها الدستور ذاته... " (١٠) وترددت هذه الحملات للدفاع عن الدستور بوجه المعارضة الوطنية وقد حملت جريدة الإخوان " النذير " حملة القصر ضد الأصوات المطالبة بتعديل الدستور فتقول: " ما كان لجماعة الإخوان المسلمين أن تنكسر الاحترام الواجب للدستور باعتباره نظام الحكم المقرر في مصر ولا أن تحاول الطعن فيه أو إشارة الناس ضده وحضمه على كراهيته، ما كان لها أن تفعل ذلك وهي جماعة مؤمنة مخلصة تعلم أن اهابة العامة شورة وأن الثورة فتنة وأن الفتنة في النار... " (١١)

وفي أثناء الانتفاضة الجماهيرية ضد المعاهدة التي أبرمها اسماعيل صدقي مع بيغن ردد حسن البنا الآية القرآنية " واذكر في الكتاب اسماعيل انه كان صادق الوعد وكان صديقا نبيا " . وقد اضطر حسن البنا أن يركب سيارة سليم زكي باشا مساعد الحكمدار لكي يبدأ الجماهير الغاضبة وقد طاف بين أصحاب الجلابيب لكي يحضمهم على الملاة والطاعة وعدم التدخل بشؤون عليية القوم " وكانت مجلتهم " النذير " قد رددت أكثر من مرة " ان لنا في جلالة الملك المسلم أيده الله املا . " (١٢)

وقد عقد الإخوان المسلمون مؤتمرهم الرابع للاحتفال بالملك فاروق " حتى يفهم الأجانب في هذا البلد أننا نحترم ملكنا ونحبه . " (١٣) وقد ختم المؤتمر أعماله بالتوجه الى الملك " نهيك بيعتنا وولاءنا على كتاب الله وسنة رسوله... " (١٤) والبيعة في رأي المفكر الكبير ابن خلدون " البيعة هي العهد على الطاعة ، كان المصايح يعاهد أميره على أن يسلم له النظر في أمر نفسه وأمور المسلمين لا ينزاعه في شيء من ذلك ويطيعه فيما يكلفه من الأمر في المنشيط والمكره... " (١٥)

وعلى أثر المؤتمر الرابع " ارتفعت الخلايا التابعة للإخوان المسلمين من ٤٠٠ شعبة الى ألفي شعبة لكل منها مسجد ومدرسة ونادي . " (١٦) وقد مارست جماعة الإخوان المهام التي أوكلت اليها بدهه اثني عشر الانتفاضة العمالية في منطقة شبرا الخيمة عام ١٨٤٦ فنشطت وسائل الاعلام الإخوانية لاجهاض الحركة العمالية فيقول حسن البنا " ان من مهام دعوتنا التوسط بين الأغنياء الفقاليين والفقراء المعوزين تنظيم الاحسان وجمع الصدقات لتوزع في المواسم والاعياد . " (١٧) واتهمت جريدتهم قيادة الاحزاب بالالحد والكفر وقالت " لابد للعامل في هذه المنطقة - شبرا الخيمة - من سلاحين هما قوة الايمان وحسن الخلق فتقوم الملة بين العامل وصاحب العمل على الاحترام والعطف المتبادلين وهذه هي من أنجح الوسائل... " (١٨)

ومنذ ذلك الحين أولت جماعة الأخوان اهتماما لتخريب النضال العمالي وتدينه فتقول جريدتهم " ان على العمال أن يتذكروا دوما واجههم نحو الله ونحو أنفسهم ونحو صاحب العمل . " (١٨)

وحين لا ينفج العمال التدجين بشعارات الاسلام والطاعة والاحاد وقتن الثورة نظرا لهول الاستغلال وبشاعة الاضطهاد كانت جماعة الإخوان تقوم بمهام قمع الحركة العمالية تحت شعارات محاربة الاحاد بالاتفاق مع البوليس الملكي وهاهو صلاح الدين على أبو الخير أحد قادة الإخوان يدلي بشهادة أمام المحكمة فيقول " ان قسم الأخبار في الجماعة كان يقوم بجمع الأخبار المهمة التي تهتم الجماعة أثناء الاضطرابات والفتن وأنا أعرف أن الإخوان ضبطوا عدة خلايا وسلموها للبوليس... " (٢٠)

وفي أثناء حرب فلسطين نظم القصر الملكي حملة لتسليح الإخوان وعين ضباطه لقيادة " الجلابيب المتحمسة " في حسمرب فلسطين وأبي الفايظ محمود لبيب القائسد العام لفرق الجواله الا أن يفقد هذه الجلابيب بالهجوم الجماعي ضد " الكفار واليهود " و " على طريقة النبي في الهجوم " مما أدى الى سقوط الآلاف منها دفعة واحدة وعندمسا اكتشفت هذه " الجلابيب " قصة الاسلحة الفاسدة ودور القصر في دعم الاستعمار والاحتلال ارتدت الجلابيب الفلاحية الى الداخل لتوجه سيغها نحو رقبة الحكام " الكافرين " فما كان من القصر الا أن بطش بها بشكل وحشي وزج بآلاف الأسرى وذبح المئات من عائلاتها عندها وقف زعيم الإخوان حسن البنا ليوجه رسالة طويلة الى الفلاحين الغاضبين فيقول :

" وقع هذا الحادث الجديد حادث محاولة نسف مكتب سعادة النائب العام وذكرت الجرائد أن مرتكبه كان من الإخوان المسلمين فغمرت بأن من الواجب أن أعلن مرتكب هذا الجرم الفظيع وأمثاله من الجرائم لا يمكن أن يكون من الإخوان ولا من المسلمين لأن الاسلام يحرمها والأخوة تأبأها وترفضها... ولكن مصر الآمنة لن تروعا هذه المحاولات الأثيمة وسيتعاون هذا الشعب العظيم الفطرة معرومته الحريمة على أمنه وطمانينته في ظل جلالة الملك المعظم على القضاء على هذه الظاهرة الخطيرة وليعلم أولئك المغار من العابثين أن خطابات التهديد التي يبعثون بها السي كبار الرجال وغيرهم لن تزيد أحدا منهم الا شعورا بواجبه وحرما تاما على أدائه... " (٢١)

وبعد موت حسن البنا تجمع مكتب الارشاد العام المؤلف من صالح عشاوي وعبد القادر عوده وحسين كمال الدين ومحمود الغزالسي وعبد العزيز كامل وقيادة شقيق الشيخ حسن البنا عبد الرحمن وصهره وسكرتير الجماعة عبد الحكيم عابدين وكاتم الاسرار سعد الدين الوايلى وأعلن هؤلاء جميعا ولاء الطاعة على أبواب قصر عابدين أمام الملك فاروق فقاد المرشد الجديد خليفة حسن البنا الشيخ حسن اسماعيل الهضيبي ولاء الطاعة للملك فاروق

وأقسم أن يكمل التاريخ الرجعي الذي بدأه حسن البنا وأن لا يخون إلا مطالب العمال والفلاحين وهكذا استمر الإخوان المسلمون يتابعون خطى زعيمهم ضد الناصرية والقومية العربية والمطالب الاجتماعية للطبقات الكادحة وقت كانت البرجوازية العربية تعيش ارهاصات الصراع ضد الامبريالية والاقطاع .

وعلى خطى حسن البنا وحسن اسماعيل الهضيبي يتابع الإخوان المسلمون اليوم في سوريا الدولاب الدموي الرجعي فيستغلون أزمة النظام البعثي ونقمة الجماهير الكادحة التي تعاني الكثير من الاضطهاد والاستغلال البرجوازي والقمع والارهاب البعثي ويجسرون نقمة هذه الجماهير المسحوقة ليربطوها بطاحونة القيادة الرجعية للمشاخ المرتبطين بالسعودية والاردن مثل الشيخ الحلبي عبيد الرحمن أبو غدة الذي يقيم الآن في السعودية والمستشار في القصر السعودي البرجوازي الشهير معروف الدر الجببي وكذلك الزعامات السياسية المدعومة من الاردن مثل الحموي وعبد الستار الزعيم وعصام العطار .

فالتاريخ الرجعي الطويل لجماعة الإخوان المسلمين أثبت ما فيه الكفاية من دعم للاستعمار وسياسة القصور وخيانة لمصالح العمال والفلاحين .

هوامش

- ١) الدكتور الحديوي في مؤلفه عبدالله النديم ص ١٧٧
- ٢) الكواكبي طبائع الاستبداد في مصارع الاستعباد ص ٥٩
- ٣) حسن البنا مذكرات الدعوة والداعية ص ٢٢
- ٤) حسن البنا مذكرات الدعوة والداعية ص ٩٦
- ٥) نفس المرجع ص ٩٦
- ٦) الدكتور رفعت السعيد في مؤلفه حسن البنا مؤسس جماعة الإخوان ص ١١٩
- ٧) جريدة الإخوان المسلمون بتاريخ ١٩٤٦/٧/٣١
- ٨) حسن البنا مذكرات الدعوة والداعية ص ١١٠
- ٩) حسن البنا الرسائل الثلاث ص ١١٧
- ١٠) أنور الجندي الإخوان المسلمون في ميزان الحق ص ٦٢
- ١١) النذير العدد ٣٣ حسن البنا مقال الإخوان والدستور
- ١٢) النذير العدد الأول مايو ١٩٣٨
- ١٣) حسن البنا مذكرات الدعوة والداعية ص ٨٩
- ١٤) حسن البنا مذكرات الدعوة والداعية ص ٢٥٢
- ١٥) حسين فوزي النجار الاسلام والسياسة ص ١٧٤
- ١٦) حسن البنا قول وفعل ص ٣٤
- ١٧) حسن البنا دعوتنا في طور جديد دار الكتاب العربي ص ٣٠
- ١٨) جريدة الإخوان المسلمون ١٩٤٦/٦/٢٠
- ١٩) جريدة الإخوان المسلمون ١٩٤٦/٨/٢٤
- ٢٠) ملفات محكمة الشعب لعام ١٩٥٤ الجزء الأول
- ٢١) الدكتور رفعت السعيد حسن البنا مؤسس الإخوان ص ٢٣٤

الاخوان المسلمون تاريخ رجعي على طول الخط!

في مطلع القرن التاسع عشر أخذت خيوط الثورة الديمقراطية تغزو المناطق الآسيوية وقد ظهرت بين الدعوات الفكرية التي كانت تسود وتسيطر في تركيا والمناطق التابعة لها. فبرز ولي الدين يكن يدعو لنزع الحجاب عن المرأة وقاسم أمين الذي طالب باستشارة المرأة عند الزواج وضرورة انخراطها في سوق العمل. كذلك ظهرت بعض الافكار السياسية القومية في تركيا والمنطقة العربية اسوة بالحركات القومية التي نهضت في الغرب فكان في تركيا كمال أتاتورك وفي المنطقة العربية سعد زغلول وبعض أجنحة الوفد وأمين الريحاني واليازجي وغيره.

ان هذه المستجدات قد عكست نفسها على شيوخ الأزهر الذي كان يقود الصراع الفكري ضد الحركات الفكرية الديمقراطية والعلمانية وهد التحركات الضعيفة لأطروحات القومية العربية والديمقراطية والجمهورية.

وقد نهضت مدرسة الأفغاني ومحمد عبده أثناء بداية الصراع الوطني ضد الاستعمار البريطاني والعرش الملكي فقامت أسس هذه المدرسة على محاربة الخلافة العثمانية ومحاربة الأطروحات الديمقراطية وقد وقف محمد عبده يوم ١٣ فبراير عام ١٨٨٢ في حفل ابتهاج بتشكيل الوزارة العربية برئاسة محمود سامي البارودي ليقول: "انه لم يعهد في أمة من أمم الأرض أن الخواص والأغنياء من رجال الحكومة يظلمون مساواة أنفسهم بسائر الناس وازالة امتيازاتهم واستشارهم بالجاه والوظائف بمشاركة الطبقات الدنيا لهم

عمالة للانكليز والقصر وتآمر على الحركة الجماهيرية

على هدى هذا التيار نشأ الشيخ حسن البنا مؤسس جماعة الإخوان المسلمين وقد تجمع الشيخ البنا مع جماعة من كبار مشايخ الأزهر المرتبطة بالقطاع والقصر الملكي مثل عبد الحميد بك والشيخ عبد العزيز شوايش وأحمد تيمور باشا ومحب الدين الخطيب ومحمد الخضر حسين ورجل القصر القوي أحمد السكري إضافة لشقيق زوجته التاجر الكبير عبد الحكيم عابدين السكرتير العام للجماعة وقد قام صهر الشيخ بتمويل الجماعة من فترة متقدمة وقد أجاب الشيخ البنا عندما سأله اتباعه عن الأموال التي تعيش منها الجماعة فأجاب "كان محمداً يأكل من مال خديجة وأنا أكل من مال أخو خديجة". ولم تكتمل الهيئة التحضيرية لجماعة الإخوان في فترة محاربة النحاس باشا إلا عندما ارتبطت مع مدير الأمن العام ووكيل وزارة الخارجية عبد الرحمن عمار وقد حددت جماعة الإخوان اتجاهاتها ودعوتها بالملة مع: (٣)

(١) العلماء
(٢) مشايخ الطرق
(٣) عليية القوم
(٤) النوادي

في ذلك، فكيف حصل في هذه المرة ومن أهل المجتمع؟ فهل تغيرت سنة الله في الخلق؟ وانقلب سير العالم الانساني؟ أو بلغت فيكم الفضيلة حداً لم يبلغه أحد من العالمين من رضىم واخترتم عن روية وبصيرة أن تشاركوا سائر أمتكم في جاهكم ومجدكم وتتساوا بالعصاليك حبا بالعدالة والانسانية؟ أم تسيرون الى حيث لا تدرون وتعملون مالا تعلمون؟... (١)

وبعد أن قويت النزعة الوطنية مع جناح الوفد ونحاس باشا وأخذت الجلايب الفلاحيية تدخل معترك الصراع النضالي انقسمت مدرسة محمد عبده وشيوخ الأزهر الى شقين:

الشق الأول وهو الشق المتصور الذي قاده الكواكبي من خلال قوله " ان النظام الطبيعي في كل الحيوانات أن النوع الواحد يأكل بعضه بعضاً وانى أرى الانسان يأكل الانسان". (٢) وقد دعا الكواكبي الى النضال من أجل العدالة الاجتماعية وازالة امتيازات رجال الدين وتلاه القاضي الشرعي عبد الرزاق القاضي فدعا في كتابه عام ١٩٢٥ " الاسلام وأصول الحكم " الى مبدأ: فصل الدين عن الدولة ودعا الفلاحين لاختيار النظام الذي يراؤاه صالحاً.

أما الشق الثاني فقد كان ردة فعل على " الشعوب الغربية التي تدعو لمشاركة عليية القوم بأمور الدنيا والآخرة " وقد قاد هذا التيار الشيخ رشيد رضا والشيخ الأزهرى محمد زهران وقد انبرى هذا التيار للهجوم على محمد عبده الذي أفتى بعدم تحريم استعمال التصوير الفوتوغرافي والتلفون والراديو...

وقد خاطب الشيخ البنا شيوخ الأزهر " ان لم تريدوا أن تعملوا لله فاعملوا للدنيا وللرغيف الذي تأكلونه فانه اذا ضاع الاسلام في هذه الأمة ضاع الأزهر وضاع العلماء فلا تجدون ما تأكلون ولا ما تنفقون فدافعوا عن كيانكم ان لم تدافعوا عن كيان الاسلام". (٤)

وما أن همّ الشيخ ببناء مركز لجماعته في القاهرة حتى تبرعت شركة قناة السويس البريطانية بمبلغ ٥٠٠ جنيهه وعندما سأله بعض الاتباع عن سر هذا التبرع أجاب الشيخ: " هذا مالنا لا مال الخواجات والقناة قناتنا والبحر بحرنا والأرض أرضنا وهؤلاء غاصون في غفلة من الزمن". (٥)

وبعد ما تدفقت الأموال البريطانية على جماعة الإخوان المسلمين فترة الحرب العالمية الثانية التي لكي تساهم ما أمكنها ذلك بتخفيف حدة التناقضات بين الجماهير الكادحة والاستعمار البريطاني فامتلكت جماعة الإخوان عام ١٩٤٦: (٦)

" * شركة الإخوان للصحافة رأسمالها ٥٠ ألف

جنيه.

* شركة الإخوان للطباعة رأسمالها ٧٠ ألف

جنيه.

* شركة الاعلانات العربية رأسمالها ١٠٠ ألف

جنيه.

* شركة المعاملات الاسلامية رأسمالها ٣٠ ألف

جنيه.

* الشركة العربية للمناجم والمحاجير

رأسمالها ٦٠ ألف جنيه.

* شركة الإخوان المسلمين للغزل رأسمالها

٨ آلاف جنيه.

* شركة التجارة والأشغال الهندسية رأسمالها

١٤ ألف جنيه.

* شركة مزرعة العركي وكانت تمتلك ٨٠٠ فدان

* شركة التوكيلات التجارية بالسويس (لم نقل

الى رأسمالها) .

ولم ينكر الإخوان أنفسهم هذه العلاقة

مع بريطانيا فتقول حريديتهم: " ان الاتصال قد تم بناء على طلب الانكليز الذين خشوا من التقارب بين الإخوان والقصر وأنه تم في هذا اللقاء مناقشة أفكار وبرنامج الجماعة وأبدى الطرف الانكليزي استعداد السفارة البريطانية لتقديم مساعدة مالية للجماعة لمساعدتها على أداء رسالتها". (٧) وقد أسدى الإخوان خدمات جلى للبريطانيين عندما مال علي ماهر الى المحور وجرت وراءه مشايخ الأزهر بزعامة الشيخ المرافي التي كانت تهتف " الى الامام يا روميل " وقد تريت الإخوان بالانحرار وراء الهنافات بالرغم من ملامتهم الوطيدة بزعم علي ماهر ولكن عندما بدأت أمريكا تنهيا لوراثة العرش البريطاني في المنطقة انبرى الزعيم الإخواني مصطفى مؤمن ليملاً كتابه " صوت مصر " بحمل المديح والتسجيل من نوع " أيها الأمريكيون أنتم الشعب الحر وقواد الديمقراطية...".

وقد اشدت ساعد الإخوان من خلال دعم التجار " وكبار القوم " الذين رؤوا في الجماعة شوكة صالحة لمحاربة الوفد والاشتراكيين فيقول كتاب مذكرات الإخوان " كذلك اقترضت الجماعة عدة مبالغ من عدد من التجار واستطاعت بذلك أن تبني مسجداً يضم مقر الجماعة ثم الحقته فيما بعد مدرسة للبنين ومدرسة للبنات ونادي". (٨)

ولكن كل هذه العلاقات المشبوهة لم تكن بمستوى العلاقات التي نسجها الإخوان مع الملك والقصر " ففي عام ١٩٣٥ شكلت الجماعة وفداً لزيارة رئيس الوزراء ووزير المعارف العمومية وانفتحت على تعديل أسس التعليم ليقوم على أسس اسلامية حقه... (٩) وقد استجاب القصر بتعيين محمد حسن العشماوي وزيراً للمعارف وهو المديق الحميم للشيخ حسن البنا فقدم هذا الوزير للإخوان مبلغ خمسة آلاف جنيه دفعة واحدة ووعد بدفع ألف جنيه عن كل مدرسة

تابع من ٢٤

تتمة ص ٢٨ : ذكرى انتفاضة ٢٣ مارس .

سثار دخان قنابل النابالم والفسفور .
ان المشاكل المآسي اليومية التي تعاني منها الجماهير المغربية لا يمكن تجاوزها طالما بقي قائما هذا المجتمع المبني على القمع والاستغلال وطالما لم تتحطم تلك الدولة التي تدافع عن مصالح الطبقات السائدة . ولا بد أن يؤدي تطور وتصادم نضال هذه الجماهير الى صدام حتمي عنيف مع أجهزة الدولة القائمة . ومن واجب المناضلين الثوريين وكل من يقفون من أجل قضية العمال والمستغلين والمحرورين أن يعملوا لتنظيم اخوانهم الطبقيين باستقلال تام عن الأجهزة الاملاكية الانتهازية لأن دعواتها السلمية لن تمنع الدولة القائمة من اللجوء الى السجون والتعذيب واستخدام بوليسها وجيشها ضد الجماهير المنتفضة بل على العكس فان تلك الدعوات لن تؤدي إلا الى اضعاف وتجريد الجماهير من قواها السياسية والتنظيمية وهي اليوم أحوج من أي وقت مضى لتجميع قواها وتنظيمها حول توجهات تعبر عن مصالحها الطبقية باستقلال تام عن السياسات والممارسة البرجوازية والبرجوازية الصغيرة العقيمة .

* عاش النضال البطولي لجماهير الشغيلة المغربية
* عاش التنظيم المستقل للطبقة العاملة .
* لتسقط " الوحدة المقدسة " لدعاة الشوفينية والتعاون الطبقية .
* عاشت وحدة العمال والمستغلين في المغرب العربي ضد محاولات البرجوازية الجزائرية والمغربية لشق الصفوف ..
* عاش حزب الطبقة العاملة الثوري على هدى مبادئ وبرنامجه ماركس ولينين .

تونس:

دور "الإنتفاضة" الجاري
في الصراع الطبقي
من كراسات الأمتي

ما يتميز به حزبنا

ان حزبنا يتميز بالمواقف التالية :

* المطالبة بالخط الذي ينطلق من ماركس الى لينين، ثم الى تأسيس الأممية الشيوعية، والحزب الشيوعي في ايطاليا (ليفورنو ١٩٢١)

* نضال اليسار الشيوعي ضد انحطاط الأممية وضد نظرية الاشتراكية في بلد واحد وضد الثورة المضادة الستالينية .

* رفض الجبهات الشعبية وكتل المقاومة .

* الاضطلاع بالمهمة الصعبة التي تقوم على ترميم المنهج والتنظيم الثوريين بالملء مع الطبقة العاملة وضد السياسة الشخصية والانتخابية .

ان السلطة الملكية لم توجه لتلك المعارضة أي اتهام بصدد الانتفاضة الشعبية في ٢٣ مارس أما الاتحاد المغربي للشغل الذي لا يزال عدد من قياداته يحتل مواقع مسؤولية في القيادة الحالية للاتحاد، فقد اكتفى حينئذ باعلان الاضراب العام لمدة ٢٤ ساعة ليعود في نفس اليوم للتراجع الى ٢١ ساعة اضراب ثم ليستبدله بعد ذلك باضرابات محلية ومبعثرة .

لهذا فان دور كل مناضل يعمل لتعزيز نضال الجماهير لا يمكن أن يقتصر على المساهمة في تعميق وعيها وتنظيمها في الصراع المطالب المباشر حول مطالب اقتصادية واجتماعية ومن أجل الحريات السياسية والتعبوية . لكن عليه أيضا تحذيرها وتعبئتها ضد كل من يدعون زورا تمثيل مصالحها أمثال حزب التقدم والاشتراكية (PPS) والاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية (USFP) والقيادات البيروقراطية للاتحاد المغربي للشغل (UMT) والكونفدرالية الديمقراطية للشغل (COT)، بعد أن أثبتت تلك القوى بالتجربة الملموسة أنها تعمل بكل قواها لعاقة ومنع تلاحم حركة الشغيلة وتضييق اطار الصراع الاجتماعي وحصره في اضرابات هزيلة ومسرحة من ٢٤ ساعة ومنع انتشار هذه الاضرابات لتشمل جميع القطاعات العمالية (اضرابات دورية لكل فئة ومنطقة على حدة...) كما تعمل تلك القوى على حرق نضال الجماهير عن مطالبها الحقيقية الحيوية عبر مناداتها " بالوحدة المقدسة " مع السلطة الشريفة بحجة " انجاز وحدة التراب الوطني " . كما أنها تحصر الجماهير نحو سياسة " الحوار الاجتماعي " والتعاون بين الطبقات حفاظا على ما يسمونه " عملية التحول الديمقراطي " .

في نفس الوقت الذي تثبت فيه النضالات المتصاعدة في الأشهر الأخيرة في المؤسسات والجامعات والريف وبشكل واضح أن القمع المتواصل هو الزاد اليومي للجماهير المغربية وأن أبسط الحريات السياسية والتعبوية تدارس بالأقدام .

ان التناقضات والمشاكل التي فجر نضوجها انتفاضة ٢٣ مارس ١٩٦٥ في المغرب لا تزال قائمة بل زادت حدة واتسعت أيضا جبهة النضال الثوري ضد القمع بالاضافة أن النضال الشجاع للجماهير الصحراوية ضد الحرب ومذابح النظام الملكي بتأييد ودعم الامبريالية الفرنسية قد فتحت جبهة متوترة تخلق مضاجع الطبقات الحاكمة المغربية . وبذلك فان الجماهير الصحراوية تشكل خليفا موضوعيا للبروليتاريا والجماهير المغربية . من هنا على العمال المدركين لمصالحهم الطبقيية والمناضلين الثوريين أن يرفضوا نداءات تلك الأحزاب التي وضعت نفسها في خدمة النظام الملكي محاولة تصوير مواقفها بأنه " دفاع ثوري عن الوطن " بظل طائرات الميجاج الفرنسية والكوبرا الأمريكية . يجب أن يدرك العمال والمناضلين الشرفاء كذب جميع نداءات التي تزعم محاربة الامبريالية تحت

الاذنين، بالاستجابة او التراجع امام هذا التصدي دون ان تسرع حالة الدمار الاقتصادي الذي تتخبط فيها، او ان تجابهه بالعنف بدعم من الامبريالية الروسية .

وعليه فان المسألة التي تطرح على البروليتاريا البولندية، هي مسألة سياسية . فدينامية نضالها نفسها تقودها لى لدفعها عن مصالحها ومطالبها الى مجابهة جهاز الدولة البرجوازية .

ولكن ولكي تستطيع البروليتاريا ان تجابه ويجدية وحزم جهاز الدولة البرجوازية فهي بحاجة ماسة لتنظيم طبقى فعلى، انها بحاجة لحزب شيوعي ثوري قادر على ان يضمن لها وحدة اتجاهها ونشاطها الثوريين .

وعلى اية حال، واما كانت الفرضية التي ستحقق في الوقت الحاضر، فلا غنى للعمال المناضلين الذين يرفضون بغيرتهم الطبقيية حلول المساومة والتواطؤ التي تمارسها قيادة نقابة "التضامن" التي تحاول دوما الغاء الاضرابات وتأجيلها رغم ضغوطات القاعدة الحادة . ان هؤلاء العمال لا غنى لهم عن الاحتفاظ ولو بحد ادنى من الملة والتنظيم فيما بينهم . وحتى سرا اذا فرضت ظروف قمعية محتلمة على ذلك، لقد ادرك العمال المناضلين سلفا المضمون السياسي للمعركة التي تخوضها طبقتهم والتي تواجه فيها قوى البرجوازية مثلما تواجه فيها المناورات والاعيب المناقفة والمفئلة التي تجربها على حسابهم وعلى ظهورهم قيادة "التضامن" . ان على هؤلاء العمال واجب الارتباط بالتقاليد السياسية للحركة العمالية الشيوعية الحقسة . وذلك بالمباشرة ببناء فرع للحزب الشيوعي العالمي في بولندا . هذا الحزب الذي لا غنى عن بنائه لتهديم قلاع هذا النظام الذي يتغذى بدماء طبقتهم والذي هو حاجة ماسة اليوم لعمال بولندا على وجه الخصوص .

ان اخطارا داهمة تهدد اليوم عمال بولندا . وخاصة من يرفض منهم الاضغاء الى " آيات" الاطلاحات المتعفة والتراتيل المنتنة للديموقراطية . ويتوجب علينا الآن النضال دفاعا وتضامنا معهم . فانه ينبغي على جميع البروليتاريين الثوريين الرد على ادنى اذى قد يلحقه النظام القائم برفاقهم البولنديين . ومن واجبهم المشاركة بعملية التصدي هذه قاطعين على انفسهم العهد، بالأا يتركوا رفاقهم وحدهم في الخط الامامي، وتتجلى مشاركتهم هذه بنضالهم الدؤوب ضد الامبرياليات جميعها وايضا وجدت تلك التي تتأسر وتتعدى عليهم مستخدمة كل قواها من اجل تحقيق اهدافها وابقاء هيمنتها .

نصوص الحزب الشيوعي الاممي

الموضوعات الاساسية للحزب

دار البرنامج الشيوعي

عمال بولندا في الخط الاول لنضال البروليتاريا الأمية

كما وقد يدفع طلائع البروليتاريا للقيام بالتصدي والنهوض بالنضال بجذرية أكبر ضد الهجمة الرأسمالية التي تعاني من لطماتها.

ولكن نزاعات الاميرياليين لا تتوقف حتى وان كان مريضهم في حالة نـسـزاع واحتضار . فهم يزمجرون حول جثته المتململة كل يشد الطرف الى مسكره ، أما أن يضيف حقل المريض الى حقله عندما يتعافى ويشفى . فالغرب هو الوحيد القادر على " مساعدته " البرجوازية البولندية اقتصاديا . إلا أن الروس يكشرون عن أنيابهم قائلين: حسبنا أن " تساعدوا " ولكن حذار حذار أن تذهبوا أبعد من هذا الحد . فكلكم يعلم أن هذا المريض عبد لنا ، وان شفي من علته فهو ملك لنا . . .

ومن جهة أخرى فان الروس هم الوحيدون القادرون ، دون أدنى مجال للشك ، على الحلول محل البرجوازية البولندية في حال عجزها عن الامساك بزمام الموقف لسبب أو لآخر ، أو في حال فشلها في التصدي للهجمات العمالية . ولكن الغرب يرسل التحذير تلو التحذير للروس بأن لا يغتصموا الفرصة والذهاب الى أبعد مما يفرضه الوضع لاعادة النظام الرأسمالي الذي ركابه وأن لا ينتهزوا المناسبة لتصفية نفوذ الغرب ومصالحة . وان فعلوا ذلك فسوف يدفونهم ذلك غالبا ، لا في بولندا بالطبع (في غنيمتهم) . ولكن ربما في أفغانستان أو غيرها . . .

أما الطبقة العاملة فان كانت شمار أحد هذين السيلين مزة فان شمار ثانيهما لا تقل مرارة . فاما الرضوخ طوعية وعن طيبة خاطر واما الرضوخ تحت الضرب والقتل والتكيد . فالتضحيات المطلوب منهم أن يتقبلوها بكل دعة ورضي لجعل جهاز انتاج برجوازيتهم أقدر على المنافسة في السوق العالمية تعني بأن عليهم أن يتقبلوا انخفاض اجورهم الزهيدة وان يسكتوا على زيادة غلاء زادهم وخبرهم وان يدعوا لتفاقم حدة عنائهم ومشقتهم في العمل وتدهور حالة تغذيتهم وانتقارهم للمواد الضرورية لمعيشتهم . اضافة لكل هذه العذابات التي عليهم أن يتذوقوا طعمها دون تلمل أو تشكي ، فان عليهم أيضا أن يتحملوا طائلة تسديد ديون برجوازيتهم الباهضة . أي وللايجاز عليهم أن يغطسوا جوعا وكدحا وحرمانا . اذن لكي تشفى برجوازيتهما ، على الطبقة العاملة البولندية أن تتقبل الانهك والهلاك .

وكيف يمكن للبروليتاريا رفض هذه التضحيات ؟ فقد بلغت حالة الاقتصاد سوء أصبحت معه مقاومة العمال بحد ذاتها تغافم من حالة الافلاس الاقتصادي . لذا فلا يتسرك الوضع مجالا للحل الا عبر خيارين يقمي كل منهما الآخر :-

اما شفاء النظام البرجوازي (وبالتالي تذوق العذاب الذي ذكرنا من اجل ذلك) او القيام بتخظيم النظام الرأسمالي .

وبالفعل فقد بلغت الامور في بولندا وضعاً أصبح فيه تصدي الطبقة العاملة لسياسة النقش التي تفرضها البرجوازية عليها لا يسمح لهذه البرجوازية الغارقة في الديون حتى

وكل هؤلاء الأطباء والخبراء ، بغض النظر عن انتماء انهم يتفقون على النقطة التالية : لا شفاء للبرجوازية البولندية ما لم تجبر طبقتها العاملة على الاذعان والعودة الى الكد والعمل . . .

وقد استوعبت البرجوازية المدرس والنصيحة ، ومن هنا كان تحالف الحكومة مع نقابة " التضامن " التي تدعي تمثيل العمال (بينما تقوم في الواقع بالمساومة مع البرجوازية على ظهورهم) لمحاولة إعادة توقيف اقتصاد البلاد على قدميه وتدعيمه طالبين من العمال التخلي عن مطالبهم والتضحية " لانقاذ الوطن . ولكن هل بمقدور هذا التحالف أن يقنع العمال بالتراجع عن مطالبهم المادية الحيوية والتخلي عنها لقاء تصريحات عن " الحرية " وخطابات عن " الديموقراطية " الموعودتين ؟

إلا أن الاميريالية الروسية على ما يبدو (وحسب ما نقلته جريدة هيرالد تريبيون في ٢٨/٣/٨١) لا تعتقد بجذوى طريقة " بالتسي هي أحسن " وتخشى عواقبها ، خاصة وأن القوى التي تحيد هذا السبيل تؤيد وتميـل للاميرياليات الغربية . ولذا فانها تمارس الضغوطات على القادة البولنديين ليتولوا السيطرة على الموقف بالقوة ، ودون اعطاء أدنى التنازلات لنقابة التضامن .

أما الاميرياليات الأوروبية ، والتي تدارست الأمر في اجتماعها الأخير في "ماستريش" فانها تعتبر بأن كل حل يخلصها من الوضع الراهن في بولندا معقول وطيب ومقبول ، مهما كانت طبيعة هذا الحل . وأن تحذيراتهم لا تستهدف الا خطر التدخـل السوفييتي المباشر ، حسب ما نقلت ذلك جريدة لوموند يوم ٢٨/٣/٨١ .

وبالنسبة للاميريالية الأمريكية ، فانها لا تعتقد بحدوث تدخل روسي . هذا رغما عن أنها قد أعلنت مسبقاً بأنها لن تحرك ساكناً اذا ما حدث مثل هذا التدخـل . (لاعتبارات تاريخية بالتأكيد فكل مالك حر في ملكه ، وبولندا حصه الروس) . وقد صرح الجنرال هيج بأنه " يتوقع حدوث قمع داخلي " و اضاف قائلاً بأن " أي قمع داخلي واسع سيؤدي الى الصدام . وانتم تعرفون ماذا سيتبع ذلك " (لوفيفارو في ٢٨ و ٢٩ آذار الماضي) .

ان لسان حال النظام الرأسمالي شرقاً وغرباً يقول : ان تمكنت البرجوازية البولندية من اعادة المياه الى مجاريها (أي اعادة العمال الى طائفة الرأس والاذعان) دون استعمال العنف والقمع فيها نعمت ولخير البرجوازية وهناء نظامها . فالعنف والقمع يعلم الجميع بأنه قد يفتح أعيننا تمكنا من اعمائها ، وقد يعيد البصيرة للطبقة العاملة العالمية في العالم أجمع أبكر مما يتوقعون ،

تتهافت قوى النظام القائم الاميريالي بمسكريه الشرقي والغربي أمام سرير مريضها المشرف على الهلاك ، النظام البرجوازي البولندي . اذ تجند هذه القوى وتعبى كل أطباؤها وأخصائيا وخبرائها ، بدءاً بأرباب المصارف والبنوك ويجنرالوات الجيوش ورجال السياسة ومروراً بالدبلوماسيين والوجهاء " النقابيين والبطارقة ورجال الدين وانتهاءً بالمعارضة الليبرالية و" الاشتراكية " المزيغة . وكل هؤلاء في حالة تاهب قصوى دائمة تختلط في ضجيجها آراءهم المختلفة ونقاشاتهم الحادة ومشاجراتهم المعتادة بتوجهات مريضهم وأنيته .

كيف لا وقد مزقت برائن الأزمنة الاميريالية الحالية ذلك " الستار الحديدي " الذي أحاط بالمعسكر الشرقي نفسه به ، فتحطمت أمام أعين كل مبصر أسطورة " الاشتراكية الحقيقية " وخرافة " التخطيط الاشتراكي " وفضحت كل أكاذيب البرجوازية الحاكمة في هذه البلدان ، والتي طلت الاستغلال الرأسمالي البعث الذي تفرضه على الطبقة العاملة فيها بطلاء مزيف خادع من الاشتراكية " كاذبة " .

فديون بولندا اليوم للبنوك الغربية وحدها تبلغ ٢٧ مليار دولار ، هذا عدى عن ديونها للبنوك الروسية والتي تزيد عن ستة مليارات من الدولارات ، وقد تدهورت حالتها الاقتصادية الى درجة العجز الفعلي عن الدفع . وهي تناشد البنوك اليوم لاقرضاها ٧ مليارات دولار أخرى ، لتمكن فقط من تحاشي حدوث مجاعة في البلاد ولتتفادي انهيار الاقتصاد التام . ولكن كلنا يعلم بأن البنوك لا توزع ملياراتها بهذه البساطة ، وأن شروط هذه اللعبة الجهنمية (وقد أشارت الى ذلك جريدة لوموند بصراحة - أو على الأصح بوقاحة - تامة في عددها الصادر يوم ٢٨/٣/٨١) تفترض " أن تتوفر لدى المدين الضمانات المعقولة بأن المستدين قادر على تسديد دينه ، أي أن يقوم بالتالي باجراء الإصلاحات الضرورية لخلق جو من الهدوء يسمح بعودة العمل والنشاط " .

**ساندوا
صحافة الحزب الأمية
تبرعوا ! اشرتكوا !**

الى قراء جريدتنا :

نرجو أن تساهموا بدعم وتوزيع هذه الجريدة وأن تبدأوا لنا ملاحظاتكم وتزودوننا بالأخبار عن حياة ونضال طبقتنا وتراسلونا على العنوان التالي :

20 rue Jean Bouton 75012 Paris



الأممي

l'internationaliste - el-oumami

الأممي

الشيوعي

الحزب

لسان

الأممي عدد ١٥ - أبريل - ماي ١٩٨١

الشمس : فرنسا ٣ فرنكات - المغرب ٢ درهم - الجزائر ٢ دينار - تونس ٢٠٠ مليم .

مهزلة تعدد الأحزاب في تونس.

تحاول البرجوازية التونسية خداع الجماهير منذ عدة أشهر بما يسمى "بالانفتاح السياسي"، آملة تنفيذ حالة التملل والاحتجاج الجماهيري المتصاعدين في مواجهة سياسة التقشف والتضييق وازدياد القمع . واخيرا يبدو ان سياسة بلخوجبة ، مستيري وبن عاشور قد وجدت آذانا صاغية لها في الدوائر العليا لحزب الدستور، فهؤلاء السادة لم يعارضوا يوما في الواقع اسس سياسة التقشف البرجوازية، بل اقتصر دورهم في اقصى الحالات على تقديم النصح للنظام باتباع سياسة اكثر مرونة تسهل اكثر خداع وتنويم الجماهير.

لنتذكر ان مستيري هذا كان وزيراً للدفاع قبل ان يصبح نفسه بصفحة الديمقراطيين تابع ص ٢٣ .

في هذا العدد

* بالعربية

- في ذكرى انتفاضة ٢٣ مارس في المغرب
- العمال البولنديين في الخط الاول
- لنضال البرلينتاريين الامميين
- الاخوان المسلمون : تاريخ رجعي على طول الخط
- مهزلة تعدد الاحزاب في تونس .

* بالفرنسية

- + الهجرة : حول توجهات لجنة سكان فويه سان ديني
- + المغرب :
- النضالات الاجتماعية في الجزائر
- الاضراب العام في القيائل
- المتظاهرون يطلقون سراح رفاقهم بالقوة
- من اجل تضامن فعلي مع ضحايا القمع البرجوازي
- اوضاع المرأة في الجزائر
- من اجل الحقوق المتساوية للنساء
- عاش نضال الجماهير المغربية في ذكرى انتفاضة ٢٣ مارس ١٩٦٥
- تونس، لن توقف الاستثمارات الفرنسية تقاوم الصراع الطبقي
- + قضايا نظرية :
- الصراع الطبقي ، النضال المسلح والحزب الثوري
- + قضايا أممية
- البروليتاريا البولندية في الخط الاول للنضال
- محالة : الانقلاب العسكري في اسبانيا
- + نقد سياسي :
- فدائيسي خلق في ايران على محك الواقع

في ذكرى انتفاضة ٢٣ مارس عاش نضال الجماهير المغربية



٢٣ مارس ١٩٦٥ كان اليوم الذي انتفضت فيه الجماهير المغربية لتعبر عن سخطها ورفضها لسياسة التقشير ونزع ملكية الفلاحين الفقراء ، وتفاقم الاستغلال والقمع، وفي بدايات الستينات تضاعف الضغط بشكل خانق على جماهير الفلاحين الفقراء وازدادت الضرائب المباشرة للتعويض على المستوطنين الفرنسيين وتوفير التكاليف الباهظة لمشاريع الدولة لحساب نمو وتدعيم برجوازية ريفية مرتبطة بشكل مباشر وقوي بجهاز السلطة الحاكمة، فكان تجريد الفلاحين المغار من ملكيتهم بالعمق بدرجة " جميع الأراضي "، وتضاعفت الهجرة السبي المدينة وازداد عدد العاطلين عن العمل حتى أصبح ٢٧ ٪ من السكان الذكور القادرين بدون عمل سنة ١٩٦١ . وارتفعت تكاليف المعيشة بشكل لا يطاق وجمدت الأجور بالإضافة السبي التسريح الجماعي من العمل وهبط مستوى تعليم أبناء الجماهير الكادحة الى مستوى هائل من الانحطاط .

واجهت به الدولة مطالب الجماهير المحققة الآ الصورة الحقيقية لمدى رعب الطبقات الحاكمة أمام نهوض تلك الجماهير حتى ولو لم يكن تحركها منظما ومهيئا بالقدر الكافي، وستبقى دائما ذكرى شجاعة أخواننا الذين سقطوا ذلك اليوم، وهم حوالي الألف، محفورة في ذاكرتنا لتغذي فينا ذلك الحقد الطبقي ضد طبقة المستغلين ودولتهم . غير أن حماس الجماهير وعطائهم الرائع لا يكفيان وحدهما للقضاء على عدو مستشرس للحفاظ على امتيازاته، ويحظى بدعم عسكري غير محدود من أسباده الامبرياليين (فرنسا وأمريكا) . كما أنه لا يجب أن يغيب عن أذهان الثوريين الشرفاء والمناضلين النطليعيين السلوك التخريبي لما يسمي " بالمعارضة المغربية " الذي كان وما يزال معيقا وكابحا لنضال الجماهير الكادحة . حتى تابع ص ٢٦ .

في نفس الوقت كانت السلطة تعزز أجهزة القمع وتتحضر لمواجهة أي انفجار للحركة الاجتماعية . فتم انشاء فرق أمنية خفيفة ومتحركة مخصصة لقمع النضالات في المدن، غير أن الجماهير المعذومة لم تتردد رغم افتقارها الى تنظيمات تنظم نضالها للدفاع عن مصالحها وظروف عملها ورغم انخراط الأحزاب السياسية القائمة في اللعبة البرلمانية واحترام " الشرعية الدستورية "، لم تتردد من النهوض والانتفاض ضد تلك الحالة من الاستغلال والقمع، فهاجمت دوائر البوليس والسجن المركزي واقامت المتاريس في الدار البيضاء وصبت غضبها على البنوك والمؤسسات البرجوازية الخ

لقد قدمت الجماهير المغربية في هذا اليوم مثالا رائعا من التصميم وروح التضحية والارادة المطلبية . وما القمع الوحشي السبي